

CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2024
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2024

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Caroline Lhoir, Alexandre Pirson, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory, Dominique Harmel, Gerda Postelmans, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ;
Willem Draps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Olivia Casterman, Marie Cruysmans, Muriel Godhaird, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Sophie Busson, Danièle Van Crombrughe-Gruloos, Hatiana Martine LUWANA, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Carla Dejonghe, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

26.03.2024/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 20.02.2024**

LE CONSEIL,
Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 31 et 32 ;
DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 20.02.2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 20.02.2024

DE RAAD,
Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de

Gemeenteraad, met name de artikels 31 en 32 ;
BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 20.02.2024 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0002 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Organisation par la commune de réunions de travail, de commissions, de fêtes, ... - Débours - Exercice 2023 - Prise de connaissance**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'arrêté d'exécution du 24.01.2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la circulaire du 20.11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;

Vu notamment le point "Frais de représentation" de ladite circulaire qui précise les éléments suivants : "Si la commune souhaite inviter les dirigeants d'une ville jumelée ou si le collège organise un repas pour discuter avec les représentants d'une autorité supérieure, ce n'est pas le mandataire individuel, mais la commune qui prend l'initiative et paie les frais. Il ne s'agit pas alors de frais de représentation, de frais de fonctionnement ou d'avantages de toute nature pour les mandataires. Il en va de même, par exemple, pour un déjeuner frugal servi lors d'une réunion interne" ;

PREND CONNAISSANCE, dans le cadre de l'application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et de sa circulaire d'application du 20.11.2018, des débours ci-après, supportés pour l'exercice 2023 par la commune de Woluwe-Saint-Pierre et relatifs à l'organisation par la seule commune de réunions de travail internes et externes, de commissions de concertation, de fêtes, ... :

1. Repas ou collations servis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres de la Commission de Concertation Urbanisme lors de réunions de travail 2023 (délibération #019/12.01.2023/B/0003#) :

a. avec imputation à l'article 1010/123-16 en faveur de :

- LA PETITE GRANGE pour un montant total de 612,00 EUR
- HOLY BAGELS pour un montant total de 866,00 EUR
- FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 779,76 EUR
- LE PAIN QUOTIDIEN pour un montant total de 1.110,55 EUR
- ROB pour un montant total de 1.549,75 EUR
- LA TARTINETTE pour un montant total de 67,30 EUR
- PISTOLET ORIGINAL pour un montant total de 2.617,20 EUR
- LA FENETRE BIO pour un montant total de 160,20 EUR
- LES COMPTOIRS DES DAVID pour un montant total de 864,00 EUR

- SUSHI SHOP pour un montant total de 490,00 EUR
 - CHEZ MAMA pour un montant total de 156,50 EUR
 - O LIBAN pour un montant total de 1.596,20 EUR
 - Traiteur PANDIN pour un montant total de 473,50 EUR
 - b. avec imputation à l'article 9300/123-16 en faveur de :
 - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 193,78 EUR
 - Traiteur PANDIN pour un montant total de 2.644,50 EUR
- 2. Déjeuners de travail organisés en 2023 à l'hôtel communal à l'initiative de l'autorité communale ou des chefs de service (délibération #019/12.01.2023/B/0004#) :
 - a. avec imputation à l'article 1010/123-16 en faveur de :
 - ROB pour un montant total de 46,50 EUR
 - LA TARTINETTE pour un montant total de 230,55 EUR
 - SANZARU pour un montant total de 158,00 EUR
 - LA PETITE GRANGE pour un montant total de 51,00 EUR
 - TRAITEUR PANDIN pour un montant total de 169,50 EUR
 - b. avec imputation à l'article 1040/123-16 en faveur de :
 - LA TARTINETTE pour un montant total de 31,15 EUR
 - LE DAGOBERT pour un montant total de 30,00 EUR
 - BOTTEGA VANNINI pour un montant total de 81,20 EUR
 - ROB pour un montant total de 81,20 EUR
 - c. avec imputation à l'article 1060/123-16 en faveur de :
 - LA TARTINETTE pour un montant total de 432,79 EUR
 - d. avec imputation à l'article 1210/123-16 en faveur de :
 - LA TARTINETTE pour un montant total de 152,50 EUR
 - ROB pour un montant total de 46,40 EUR
 - e. avec imputation à l'article 7010/123-16 en faveur de :
 - LA TARTINETTE pour un montant total de 221,90 EUR
 - f. avec imputation à l'article 7643/123-16 en faveur de :
 - SAUCE PARK pour un montant total de 109,00 EUR
 - g. avec imputation à l'article 7620/123-16 en faveur de :
 - Traiteur NORRÉ pour un montant total de 1.385,74 EUR
 - PLOUF et BABALLE pour un montant total de 162,30 EUR
 - h. avec imputation à l'article 8490/123-16 en faveur de :
 - LA TARTINETTE pour un montant total de 43,00 EUR
 - PROXY DELHAIZE pour un montant total de 12,53 EUR
 - i. avec imputation à l'article 8750/123-16 en faveur de :
 - DEBOSI pour un montant total de 180,00 EUR
 - j. avec imputation à l'article 8790/123-16 en faveur de :
 - FREDDY MET CURRY pour un montant total de 148,40 EUR
 - BIOGREENZ pour un montant total de 230,48 EUR
 - LE PAIN QUOTIDIEN pour un montant total de 134,00 EUR
- 3. Colloque GTI MP (délibération #019/23.11.2023/B/0013#) :
 - a. avec imputation à l'article 1350/123-16 en faveur de :
 - CANNELLE pour un montant total de 5.200,89 EUR
- 4. Fête annuelle du personnel pensionné 2023 (délibération #019/28.06.2023/B/0033#) :
 - a. avec imputation à l'article 1310/123-16 en faveur de :
 - Traiteur DUCHATEAU pour un montant total de 13.994,40 EUR
- 5. Fête annuelle de Saint-Eloi 2023 (délibération #019/18.10.2023/B/0005#) :
 - a. avec imputation à l'article 1370/123-16 en faveur de :
 - PLOUF ET BABALLE pour un montant total de 6.500,00 EUR
- 6. Présentation des Voeux 2024 (délibération #019/12.10.2023/B/0006#) :

- a. avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de :
 - PLOUF ET BABALLE pour un montant total de 6.750,00 EUR
- 7. Printemps de l'Emploi 2023 (délibération #019/02.02.2023/B/0054#)
 - a. avec imputation à l'article 8510/123-16 en faveur de :
 - GOÛT ET VIE pour un montant total de 508,80 EUR
- 8. Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2023 (délibération #019/11.05.2023/B/0103#)
 - a. avec imputation à l'article 7700/123-16 en faveur de :
 - FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 486,19 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Organisatie door de gemeente van werkvergaderingen, van commissies, van feesten, ... - Onkosten - Dienstjaar 2023 - Kennisneming

DE RAAD,

Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

Gelet op het gezamenlijk uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter uitvoering van artikel 5, § 1 van genoemde gemeenschappelijke ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van genoemde gemeenschappelijke ordonnantie ;

Gelet met name op punt "Representatiekosten" van voornoemde omzendbrief waarin het volgende bepaald wordt : "Als de gemeente het bestuur van een zusterstad wenst uit te nodigen of als het college een maaltijd organiseert met het oog op besprekingen met een hogere overheid, is het de gemeente en niet de individuele mandataris die daartoe het initiatief neemt en de kosten betaalt. Het gaat dan niet om representatiekosten, werkingskosten of voordelen van alle aard voor de mandatarissen. Hetzelfde geldt bijvoorbeeld voor een bescheiden lunch tijdens een interne vergadering." ;

NEEMT KENNIS, in het kader van de de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen en van zijn toepassingsomzendbrief van 20.11.2018, van de hierna vermelde kosten gedragen door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2023 en met betrekking tot de organisatie enkel en alleen op initiatief van de gemeente van interne en externe werkvergaderingen, van overlegcommissies, van feesten, ... :

- 1. (Lichte) maaltijden opgediend aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de Stedenbouwkundige Overlegcommissie tijdens werkvergaderingen 2023 (beraadslaging #019/12.01.2023/B/0003#) :
 - a. geboekt op artikel 1010/123-16 ten voordele van :
 - "LA PETITE GRANGE" voor een totaal bedrag van 612,00 EUR
 - HOLY BAGELS voor een totaal bedrag van 866,00 EUR
 - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaal bedrag van 779,76

- EUR
- "LE PAIN QUOTIDIEN" voor een totaal bedrag van 1.110,55 EUR
 - ROB voor een totaal bedrag van 1.549,75 EUR
 - "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 67,30 EUR
 - "PISTOLET ORIGINAL" voor een totaal bedrag van 2.617,20 EUR
 - "LA FENETRE BIO" voor een totaal bedrag van 160,20 EUR
 - "LES COMPTOIRS DES DAVID" voor een totaal bedrag van 864,00 EUR
 - SUSHI SHOP voor een totaal bedrag van 490,00 EUR
 - "CHEZ MAMA" voor een totaal bedrag van 156,50 EUR
 - O LIBAN voor een totaal bedrag van 1.596,20EUR
 - "Traiteur PANDIN" voor een totaal bedrag van 473,50 EUR
- b. geboekt op artikel 9300/123-16 ten voordele van :
- FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaal bedrag van 193,78 EUR
 - "Traiteur PANDIN" voor een totaal bedrag van 2.644,50 EUR
2. Werklunches gehouden in 2023 in het gemeentehuis op initiatief van de gemeentelijke overheid of van de dienstchefs (beraadslaging #019/12.01.2023/B/0004#) :
- a. geboekt op artikel 1010/123-16 ten voordele van :
- ROB voor een totaal bedrag van 46,50 EUR
 - "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 230,55 EUR
 - SANZARU voor een totaal bedrag van 158,00 EUR
 - "LA PETITE GRANGE" voor een totaal bedrag van 51,00 EUR
 - "TRAITEUR PANDIN" voor een totaal bedrag van 169,50 EUR
- b. geboekt op artikel 1040/123-16 ten voordele van :
- "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 31,15 EUR
 - "LE DAGOBERT" voor een totaal bedrag van 30,00 EUR
 - BOTTEGA VANNINI voor een totaal bedrag van 81,20 EUR
 - ROB voor een totaal bedrag van 81,20 EUR
- c. vec imputation à l'article 1060/123-16 ten voordele van :
- "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 432,79 EUR
- d. geboekt op artikel 1210/123-16 ten voordele van :
- "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 152,50 EUR
 - ROB voor een totaal bedrag van 46,40 EUR
- e. geboekt op artikel 7010/123-16 ten voordele van :
- "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 221,90 EUR
- f. geboekt op artikel 7643/123-16 ten voordele van :
- SAUCE PARK voor een totaal bedrag van 109,00 EUR
- g. geboekt op artikel 7620/123-16 ten voordele van :
- "Traiteur NORRÉ" voor een totaal bedrag van 1.385,74 EUR
 - "PLOUF et BABALLE" voor een totaal bedrag van 162,30 EUR
- h. geboekt op artikel 8490/123-16 ten voordele van :
- "LA TARTINETTE" voor een totaal bedrag van 43,00 EUR
 - PROXY DELHAIZE voor een totaal bedrag van 12,53 EUR
- i. geboekt op artikel 8750/123-16 ten voordele van :
- DEBOSI voor een totaal bedrag van 180,00 EUR
- j. geboekt op artikel 8790/123-16 ten voordele van :
- FREDDY MET CURRY voor een totaal bedrag van 148,40 EUR
 - BIOGREENZ voor een totaal bedrag van 230,48 EUR
 - "LE PAIN QUOTIDIEN" voor een totaal bedrag van 134,00 EUR
3. Colloquium "GTI MP" (beraadslaging #019/23.11.2023/B/0013#) :

- a. geboekt op artikel 1350/123-16 ten voordele van :
 - "CANNELLE" voor een totaal bedrag van 5.200,89 EUR
4. Jaarlijks feest 2023 ter ere van het gepensioneerd personeel (beraadslaging #019/28.06.2023/B/0033#):
 - a. geboekt op artikel 1310/123-16 ten voordele van :
 - "Traiteur DUCHATEAU" voor een totaal bedrag van 13.994,40 EUR
5. Jaarlijks feest 2023 van Sint-Elooi (beraadslaging #019/18.10.2023/B/0005#):
 - a. geboekt op artikel 1370/123-16 ten voordele van :
 - "PLOUF ET BABALLE" voor een totaal bedrag van 6.500,00 EUR
6. Presentatie van Wensen 2024 (beraadslaging #019/12.10.2023/B/0006#):
 - a. geboekt op artikel 1050/123-16 ten voordele van :
 - "PLOUF ET BABALLE" voor een totaal bedrag van 6.750,00 EUR
7. Joblente 2023 (beraadslaging #019/02.02.2023/B/0054#)
 - a. geboekt op artikel 8510/123-16 ten voordele van :
 - "GOÛT ET VIE" voor een totaal bedrag van de 508,80 EUR
8. Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2023 (beraadslaging #019/11.05.2023/B/0103#)
 - a. geboekt op artikel 700/123-16 ten voordele van :
 - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaal bedrag van de 486,19 EUR.

De Raad neemt kennis.

Service juridique - Juridische dienst

26.03.2024/A/0003 **CC - Ordonnance de police du Conseil communal relative aux élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand en date du 09.06.2024 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 119, 133 alinéa 2 et 135 § 2 ;

Vu en particulier l'article 119bis de la nouvelle loi communale relatif à l'imposition de sanctions administratives pour réprimer les infractions aux règlements et ordonnances de police ;

Vu le règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises du 21.01.2020, tel que modifié, notamment ses articles 38 et suivants ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que des élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand se dérouleront en date du dimanche 09.06.2024 ;

Vu l'arrêté de police du 22.02.2024 pris par M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que, complémentirement aux dispositions contenues dans ledit arrêté de police du 22.02.2024 pris par M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période des élections susmentionnées ;

Considérant que les communes ont pour mission de garantir aux habitants le maintien de la salubrité, de la tranquillité et de l'ordre public, notamment dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que pour assurer cette mission en période électorale, il importe de prendre diverses mesures en vue de réglementer l'affichage sur la voie publique ; Qu'il importe d'éviter l'affichage sauvage qui entraîne, outre les dégradations, une pollution visuelle importante qui peut nuire à la sécurité et à la tranquillité publique;

Vu ce qui précède et afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public ;

DECIDE, dans le cadre de l'organisation des élections du Parlement européen, de la Chambre des représentants, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand qui se dérouleront en date du dimanche 09.06.2024, d'adopter l'ordonnance de police suivante :

Article 1 :

L'affichage électoral sur le domaine public sera organisé uniquement par la commune.

L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à dater de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et ce jusqu'au 09.06.2024 inclus.

Aucune affiche ne sera autorisée sur les terrains ou bâtiments relevant des pouvoirs publics, à l'exception de ceux occupés à des fins privées par des personnes physiques.

Sans préjudice des dispositions du règlement général de police et des dispositions du Code de la route, l'affichage électoral est interdit sur :

- l'espace public, à l'exception des panneaux d'affichage prévus à cet effet par l'autorité communale ;
- les véhicules automobiles tels que définis à l'article 2.21 de l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, à l'exception des :
 - voitures (article 1, § 2.44 de l'arrêté royal du 15.03.1968 sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques) sans remorques ni attelages ;
 - vélos, cycles, triporteurs, cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles, quadricycle (article 1 de l'arrêté royal du 23.03.1998) sans remorques ni attelages, trottinettes.

Article 2 :

Par affichage électoral, il faut entendre des inscriptions, des affiches, des représentations picturales ou photographiques, des tracts et des papillons ou l'usage de formes de publicité contemporains tels que des dispositifs de projection d'images (p.e. des lasers, des vidéoprojecteurs), des nettoyeurs à haute pression et gabarits.

Article 3 :

§ 1. L'affichage sera assuré exclusivement par les soins des services communaux sur les panneaux repris ci-dessous, dans les zones identifiées. Il ne pourra en aucun cas être effectué directement ni par des colleurs agissant pour les représentant(e)s des listes de candidats ou de partis politiques, ni par une personne étrangère au personnel communal.

§ 2. Les listes qui souhaitent voir les affiches de leurs candidats apposées sur les panneaux d'affichage électoraux, désigneront un(e) seul(e) représentant(e), valablement mandaté(e) par la tête de liste des candidats pour venir déposer au service

du Secrétariat communal, du lundi au vendredi entre 09 h. 00 et 12 h. 00, excepté les jours fériés et les jours de fermeture de l'administration communale, les affiches électorales qu'elle souhaite voir apposer sur les panneaux. Le cas échéant, il (elle) communique la disposition souhaitée, qui devra correspondre à l'espace attribué. Tout litige est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Échevins

§ 3. Une demande justifiée et hebdomadaire de nouvel affichage peut être formulée par les représentant(e)s de chaque liste. Les nouvelles affiches seront apposées dans un délai raisonnable.

§ 4. Les services communaux remettront, dans la mesure du possible, des affiches neuves à la place de celles qui auront été endommagées, pour autant que le (la) candidate ou le (la) représentant(e) du parti dont l'affiche aura été arrachée ou détériorée :

- en a fait part aux services communaux ;
- et qu'il (elle) a fourni un nombre suffisant d'affiches pour pourvoir, en cas de besoin, à leur remplacement.

Les affiches seront apposées par les ouvriers communaux, à partir du 02.05.2024, sur les panneaux communaux situés aux emplacements ci-après mentionnés et réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales :

- place Dumon, sur la partie centrale devant l'agence bancaire ING
- avenue Du Jardin, le long de la grille du Centre sportif
- parvis Sainte-Alix, derrière l'église
- place de l'Orée, sur la berme entre le rond-point et le stationnement
- place des Maïeurs
- devant l'hôtel communal
- carrefour Atlantique / Franciscaïns, sur la berme centrale
- avenue des Frères Legrain, à proximité du magasin Carrefour Market
- place du White Star

L'espace d'affichage sur les panneaux électoraux communaux est réparti en colonnes de la manière suivante :

- 90 %, en parts égales, au profit des partis politiques actuellement représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin du 09.06.2024 ;
- 10 %, en parts égales, au profit des partis/listes politiques qui ne sont pas actuellement représentés au sein d'au moins deux des assemblées concernées par le scrutin du 09.06.2024 ;

L'espace d'affichage est réservé à chaque parti politique / liste, de gauche à droite, dans l'ordre croissant des numéros de liste.

Ne sera pas affichée : toute affiche dont le contenu est en infraction avec la loi du 30.07.1981, tel que modifiée, tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou avec la loi du 23.03.1995, tel que modifiée, tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Article 4 :

Les distributions de tracts sur la voie publique seront autorisées à condition que les documents distribués mentionnent clairement l'éditeur responsable et que les distributeurs se chargent de ramasser ceux qui seraient jetés par le public (en application de l'article 51 du Règlement général de police).

Article 5 :

Il est interdit de mener des actions de campagne telles que décrites à l'article 2 de la présente ordonnance à partir du 08.06.2024 à 22:00 jusqu'au 09.06.2024 à 16:00.

A l'exception de l'affichage électoral sur le domaine public organisé uniquement par la

commune sur les panneaux électoraux communaux, aucune affiche, ni sur support fixe ou mobile, ni apposée dans ou sur un véhicule ou une remorque en stationnement ou en mouvement, aucun autre média fixe ou mobile de publicité électorale visuelle, notamment le port de tout vêtement promotionnel à caractère politique ou tout "homme-sandwich", ne se trouvera sur le domaine public tant en voirie régionale qu'en voirie communale, pendant la même période.

Article 6 :

Sont interdites, tant de jour que de nuit, jusqu'au 09.06.2024 inclus, toute caravane publicitaire ainsi que toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 7 :

Les affiches, les représentations picturales et photographiques, les tracts et papillons destinés à l'affichage, tout matériel destiné à l'affichage ou pour l'apposition d'inscriptions, de même que tout matériel de sonorisation, utilisés en contravention avec les dispositions de la présente ordonnance de police, ainsi que tout objet dangereux pour la sécurité publique seront saisis en vue de leur confiscation spéciale, conformément aux articles 42 et 43 du Code pénal.

Article 8 :

1. Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni d'une amende administrative de maximum 500,00 EUR. En outre, les documents apposés, en violation des dispositions de la présente ordonnance seront enlevés d'office par le personnel communal habilité ou la police et ce, aux frais, risques et périls des contrevenants (candidats représentés) et, à défaut, aux frais des éditeurs responsables (si celui-ci ne peut être déterminé, aux frais du responsable de la section locale du parti).
2. Les panneaux électoraux ou dispositifs visés dans la présente ordonnance sont assimilés à du mobilier urbain destiné à l'utilité publique. A ce titre, leur destruction ou leur dégradation volontaire notamment par le surcollage d'affiches ou l'ajout d'inscriptions sera sanctionné par les dispositions du règlement général de police s'y rapportant.

Article 9 :

La présente ordonnance de police entre en vigueur le 29.04.2024.

Article 10 :

La présente ordonnance de police sera publiée conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale par voie d'affichage et par mise en ligne sur le site internet de la commune.

En outre, des expéditions de la présente ordonnance de police seront transmises à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Gouverneur f.f. de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, au greffe du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, au greffe du Tribunal de Police de Bruxelles et au chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Politieverordening van de Gemeenteraad betreffende de verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement op datum van 09.06.2024 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikelen 119, 133 alinea 2 en 135 § 2 ;

Gelet in het bijzonder op artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet tot het opleggen

van administratieve sancties voor het beteugelen van inbreuken op de politiereglementen en verordeningen ;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten van 21.01.2020, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikels 38 en volgende ;

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van 16.07.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht ;

Overwegende dat verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement zullen doorgaan op datum van zondag 09.06.2024 ;

Gelet op het politiebepsluit van 22.02.2024 genomen door Dhr. de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

Overwegende dat, ter aanvulling van de bepalingen opgenomen in voornoemd politiebepsluit van 22.02.2024 genomen door Dhr. de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het noodzakelijk is maatregelen te nemen om de veiligheid, de rust en de openbare orde gedurende de voornoemde verkiezingsperiode te vrijwaren ;

Overwegende dat de gemeenten de opdracht hebben de reinheid, rust en openbare orde te verzekeren voor de inwoners, in het bijzonder in de straten, op openbare plaatsen en in openbare gebouwen ;

Overwegende dat het met het oog op de uitvoering van deze opdracht tijdens de verkiezingsperiode van belang is om diverse maatregelen te nemen om het aanplakken op de openbare weg te reguleren ; dat het van belang is om wildplakken te voorkomen die naast schade ook leiden tot aanzienlijke visuele vervuiling die schadelijk kan zijn voor de openbare veiligheid en rust ;

Gelet op wat voorafgaat en teneinde de veiligheid, de rust en de openbare orde te bewaren ;

BESLUIT eenparig, in het kader van de organisatie van de verkiezingen van het Europees Parlement, van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Brusselse leden van het Vlaams Parlement die zullen doorgaan op datum van zondag 09.06.2024, de volgende politieverordening goed te keuren :

Artikel 1:

De verkiezingsaanplakking op het openbaar domein wordt enkel door de gemeente georganiseerd.

De verkiezingsaanplakking op het openbaar domein zal strikt beperkt worden vanaf de inwerkingtreding van deze verordening en dit, tot en met 09.06.2024.

Geen enkele verkiezingsaffiche zal toegelaten worden op gronden of in gebouwen die vallen onder de bevoegdheid van de openbare besturen, tenzij deze bezet worden door natuurlijke personen voor private doeleinden.

Onverminderd de bepalingen van het algemeen politiereglement en de bepalingen van de Wegcode, is verkiezingsaanplakking verboden op :

- de openbare ruimte, met uitzondering van de aanplakkingspanelen die daartoe voorzien worden door de gemeentelijke overheid ;
- motorvoertuigen zoals gedefinieerd in artikel 2.21 van het Koninklijk Besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, met uitzondering van :

- auto's (artikel 1, § 2.44 van het Koninklijk Besluit van 15.03.1968 betreffende de technische voorwaarden waaraan motorrijtuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen) zonder aanhangwagens noch koppelingen ;
- fietsen, rijwielen, bakfietsen, bromfietsen, motorfietsen, driewielers, vierwielers (artikel 1 van het koninklijk besluit van 23.03.1998) zonder aanhangwagens noch koppelingen, steps.

Artikel 2:

Onder verkiezingsaanplakking wordt verstaan: opschriften, affiches, picturale of fotografische voorstellingen, folders en flyers of het gebruik van hedendaagse vormen van reclame zoals beeldprojectieapparaten (bijv. lasers, videoprojectoren), hogedrukreinigers en sjablonen.

Artikel 3:

§ 1. De aanplakking wordt uitsluitend door de gemeentediensten verzekerd op de hieronder vermelde panelen en in de geïdentificeerde zones. Deze mag in geen geval rechtstreeks worden uitgevoerd, noch door plakkers handelend voor de vertegenwoordigen(s) van de lijsten of politieke partijen, noch door een persoon die niet tot het gemeentepersoneel behoort.

§ 2. De lijsten die wensen dat de affiches van hun kandidaten op de verkiezingspanelen worden aangeplakt, wijzen een enkele vertegenwoordiger aan die door de lijsttrekker geldig werd gemandateerd om de verkiezingsaffiches bij de dienst Gemeentelijk Secretariaat af te geven, van maandag tot en met vrijdag tussen 09u00 en 12u00, behalve op feestdagen en dagen waarop het gemeentebestuur gesloten is, voor gemeentelijke aanplakking op de panelen. Desgevallend deelt hij/zij de gewenste schikking mee, die met de toegekende ruimte overeen moet stemmen. Elk geschil valt onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen.

§ 3. Een gerechtvaardigd en wekelijks verzoek voor nieuwe aanplakking mag door de vertegenwoordigers van elke lijst geformuleerd worden. De nieuwe affiches worden aangeplakt binnen een redelijke termijn.

§ 4. De gemeentediensten brengen - in de mate van het mogelijke - nieuwe affiches aan om de beschadigde affiches te vervangen, voor zover de kandidaat of de vertegenwoordiger van de partij waarvan de affiche werd verwijderd of beschadigd :

- dit aan de gemeentediensten heeft gemeld
- een toereikend aantal affiches heeft overgemaakt om indien nodig tot de vervanging ervan over te gaan.

De affiches zullen vanaf 02.05.2024 door gemeentewerkers worden geplakt op de gemeentelijke panelen die zich op de hieronder genoemde locaties bevinden en die door het gemeentebestuur zijn gereserveerd voor het plakken van verkiezingsaffiches :

- Dumonplein, op het centrale gedeelte vóór het ING-bankagentschap
- Jules du Jardinlaan, langsheen het hek van het Sportcentrum
- Sinte-Aleidisvoorplein, achter de kerk
- Bosrandplein, op de berm tussen de rotonde en de parking
- Meiersplein
- vóór het gemeentehuis
- Atlantische/Franciskanenvoorplein, op de centrale berm
- Gebroeders Legrainlaan, in de nabijheid van het Carrefour Market-warenhuis
- White Starplein

De aanplakkingsruimte op de gemeentelijke verkiezingsborden wordt verdeeld in kolommen op de volgende wijze :

- 90 % in gelijke delen, voor de op dit moment in ten minste twee van de bij de

verkiezingen van 09.06.2024 betrokken vergaderingen vertegenwoordigde politieke partijen ;

- 10 % wordt in gelijke delen verdeeld onder de op dit moment niet in ten minste twee van de bij de verkiezingen van 09.06.2024 betrokken vergaderingen vertegenwoordigde partijen ;

De aanplakingsruimte is voorbehouden voor elke politieke partij, van links naar rechts, in oplopende volgorde van lijstnummers.

Worden niet aangeplakt : alle affiches met een inhoud die een inbreuk vormt op de wet van 30.07.1981, zoals gewijzigd, tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op de wet van 23.03.1995, zoals gewijzigd, tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd.

Artikel 4:

Het uitdelen van vlugschriften op de openbare weg is toegelaten op voorwaarde dat op de uitgedeelde documenten de verantwoordelijke uitgever duidelijk vermeld staat en dat de uitdelers de vlugschriften, die door het publiek op de grond geworpen worden, oprapen (in toepassing van het artikel 51 van het Algemeen Politierglement).

Artikel 5:

Het is verboden om campagne te voeren zoals beschreven in artikel 2 van onderhavige verordening van 08.06.2024 om 22:00 tot 09.06.2024 om 16:00.

Met uitzondering van de verkiezingsaanplakking op het openbaar domein dat uitsluitend door de gemeente georganiseerd wordt op de gemeentelijke verkiezingspanelen, mag geen enkele affiche, noch op een vaste of mobiele drager, noch aangebracht op of in een geparkeerd(e) of rijdend(e) voertuig of aanhangwagen, of geen enkel ander vast of mobiel communicatiemiddel voor visuele verkiezingsreclame, in het bijzonder klederdracht bedrukt met reclame met een politiek karakter of "sandwichmannen", zich op het openbaar domein bevinden, noch op het gemeentelijk wegennet, noch op het gewestelijk wegennet, gedurende dezelfde periode.

Artikel 6:

Tot en met 09.06.2024 zijn publiciteitskaravanen en alle verkiezingspropaganda voortgebracht door een luidspreker of megafoon, zowel overdag als 's nachts verboden.

Artikel 7:

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, folders en flyers bestemd voor aanplakking, alle materiaal bestemd voor de aanplakking en voor het aanbrengen van opschriften, evenals alle geluidsinstallatiemateriaal, gebruikt in overtreding met de bepalingen van voormelde politieverordening, alsook alle voorwerpen die gevaar opleveren voor de openbare veiligheid, zullen in beslag genomen worden met het oog op de verbeurdverklaring ervan overeenkomstig de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek.

Artikel 8:

1. Elke overtreding op de bepalingen van de onderhavige verordening wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 500,00 EUR. Bovendien worden documenten die in strijd met de bepalingen van deze verordening zijn aangebracht ambtshalve verwijderd door het gemachtigde gemeentepersoneel of door de politie en dit op kosten, en op risico van de overtreders (vertegenwoordigde kandidaten) en, bij ontstentenis, op kosten van de verantwoordelijke uitgevers (als deze niet kan bepaald worden, op kosten van de verantwoordelijke van de lokale partijsectie).
2. De verkiezingsborden of de in deze verordening bedoelde voorzieningen worden gelijkgesteld met stadsmeubilair bestemd voor openbaar gebruik. In dat

opzicht wordt de vrijwillige vernietiging of beschadiging ervan, in het bijzonder door de affiches te overplakken of door opschriften toe te voegen, bestraft volgens de betreffende bepalingen in het algemeen politiereglement.

Artikel 9:

Deze politieverordening treedt in werking op 29.04.2024.

Artikel 10:

Deze politieverordening wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 112 van de nieuwe gemeentewet door middel van aanplakking en door plaatsing op de website van de gemeente.

Bovendien zullen afschriften van deze politieverordening overgemaakt worden aan Dhr. Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan Dhr. d.d. Gouverneur van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad, aan de griffie van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, aan de griffie van de Politierechtbank van Brussel en aan de korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0004 **CC - Règlement Général de Police - Modifications techniques - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement ses articles 119 et 135 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 janvier 2020 adoptant le Règlement Général de Police de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la loi du 11 décembre 2023 modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la nouvelle loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale ;

Considérant que le système des sanctions administratives communales a été conçu afin de lutter plus rapidement et plus efficacement contre les petites incivilités commises sur le territoire des communes ; que celles-ci ne dépendent plus ni des parquets pour poursuite des infractions ni des juridictions répressives pour sanctionner ces petites incivilités ;

Considérant que les sanctions administratives ont permis aux communes de réduire le sentiment d'impunité à l'égard de celles et ceux qui troublent l'ordre public ;

Que depuis l'adoption de la loi du 24 juin 2013, les sanctions administratives communales ont gagné en importance et en visibilité comme instrument efficace dans la lutte contre les dérangements publics ;

Considérant qu'en 2020, un règlement général de police harmonisé est entré en vigueur dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale ;

Que ce document avait notamment pour objectif de faciliter et de rationaliser le travail des policiers des différentes zones de Police et de faciliter dès lors la lisibilité et la compréhension pour les citoyens qui se déplacent sur le territoire régional ;

Considérant que la loi du 11 décembre 2023, entrée en vigueur le 8 janvier 2024, a apporté des modifications techniques à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives qui nécessitent de modifier certains articles du règlement général de police :

- À l'article 3, les modifications suivantes sont apportées : 1° les mots “collège des bourgmestre et échevins” sont remplacés par les mots “Collège des Bourgmestre et Echevins” ; 2° les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ou toute autre réglementation spécifique” sont remplacés par les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ci-après dénommée “loi SAC”, ou toute autre réglementation spécifique”.
- À l'article 4, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 1er, 3°, les mots “le retrait administratif” sont remplacés par les mots “l'abrogation administrative” ; 2° dans le paragraphe 2, les mots “350 euros” sont remplacés par les mots “500 euros”.
- Aux articles 5 et 6, les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales” sont remplacés par les mots “la loi SAC”.
- À l'article 7, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans les paragraphes 1er et 2, les mots “la loi du 24 juin 2013” sont remplacés par les mots “la loi SAC” ; 2° dans le paragraphe 2, les mots “médiation locale” sont remplacés par les mots “médiation SAC”.
- À l'article 8, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans le paragraphe 1er, les mots “au père, mère, tuteur ou personne ayant la garde du contrevenant mineur” sont remplacés par “à chaque titulaire qui a l'autorité parentale sur le mineur” ; 2° dans les paragraphes 1ier, 2 et 3, les mots “la loi du 24 juin 2013” sont remplacés par les mots “la loi SAC” ; 3° dans le paragraphe 2, les mots “médiation locale” sont remplacés par les mots “médiation SAC”.
- À l'article 9, §1er, les mots “de retrait” sont remplacés par les mots “d'abrogation”.
- L'article 120 est remplacé par ce qui suit : “Conformément à la loi SAC et sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 1° et 2° de la loi SAC”.
- L'article 121 est remplacé par ce qui suit : “Conformément à la loi SAC et sans préjudice du protocole d'accord conclu entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Échevins, une sanction administrative peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées à l'article 3, 3° selon les modalités déterminées par le Roi”.
- À l'article 122, les mots “la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales” sont remplacés par les mots “la loi SAC”.

DECIDE :

1. d'adopter les modifications techniques au Règlement Général de Police et sa version consolidée tel que repris en annexe de la présente ;
2. de fixer l'entrée en vigueur du Règlement au 01.04.2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
27 votants : 27 votes positifs.

GR - Algemeen Politiereglement - Technische wijzigingen - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald de artikels 119 en 135 ;

Gelet op de Wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad dd 21 januari 2020 die het Algemeen Politiereglement van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe aanneemt ;

Gelet op de Wet van 11 december 2023 tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de nieuwe gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat het systeem van de gemeentelijke administratieve sancties werd ontworpen om op een snelle en effectieve manier onburgerlijk gedrag gepleegd op het grondgebied van de gemeenten te bestrijden. Deze hangen hierdoor niet langer af van de parketten voor de vervolging van de inbreuken, noch van de strafrechter voor de bestraffing van onburgerlijk gedrag ;

Overwegende dat administratieve sancties de gemeenten in staat hebben gesteld om het gevoel van straffeloosheid ten opzichte van straffeloosheid onder de burgers te verkleinen ;

Dat sinds de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties de gemeentelijke administratieve sancties aan belang en zichtbaarheid hebben gewonnen als effectief instrument in de strijd tegen overlast ;

Overwegende dat op 2020, een geharmoniseerde tekst van het politiereglement voor de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in werking is getreden ;

Dat dit document tot doel had het werk van de politieagenten van de politiezones te vergemakkelijken en te optimaliseren en de begrijpelijkheid van de concepten te verbeteren voor de burgers die zich op het gewestelijke grondgebied verplaatsen ;

Overwegende dat de wet van 11 december 2023, die op 8 januari 2024 in werking getreden is, technische wijzigingen aanbrengt in de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, waardoor bepaalde artikelen van het Algemeen Politiereglement moeten worden gewijzigd :

- In artikel 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° de woorden "college van burgemeester en schepenen" worden vervangen door de woorden "College van Burgemeester en Schepenen" ; 2° de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties of elke andere specifieke reglementering" worden vervangen door de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, hierna de "GAS-wet" genoemd, of elke andere specifieke reglementering".
- In artikel 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "administratieve intrekking" vervangen door de woorden "administratieve opheffing"; 2° in paragraaf 2 worden de woorden "350 euro" vervangen door de woorden "500 euro".
- In de artikelen 5 en 6 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".
- In artikel 7 worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° in paragraaf 1 en 2 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet"; 2° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".
- In artikel 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht : 1° in paragraaf 1 worden de woorden "aan de vader, moeder, voogd of de persoon die de hoede heeft over de minderjarige overtreder" vervangen door "aan elke houder die het ouderlijk gezag over de minderjarige uitoefent"; 2° in paragraaf 1, 2 en 3 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013" vervangen door de woorden "de GAS-wet"; 3° in paragraaf 2 worden de woorden "lokale bemiddeling" vervangen door de woorden "GAS-bemiddeling".
- In artikel 9, §1, worden de woorden "intrekking" vervangen door de woorden "opheffing".
- Artikel 120 wordt vervangen door het volgende : "Overeenkomstig de GAS-

wet en onverminderd de protocolakkoorden gesloten tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 1° en 2°, van de GAS-wet".

- Artikel 121 wordt vervangen door het volgende : "Overeenkomstig de GAS-wet en onverminderd het protocolakkoord tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen, kan de Sanctionerende ambtenaar een administratieve sanctie opleggen voor de overtredingen bedoeld in artikel 3, 3°, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Koning".
- In artikel 122 worden de woorden "de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties" vervangen door de woorden "de GAS-wet".

BESLUIT :

1. de wijzigingen aan het Algemeen Politiereglement en haar geconsolideerde versie, zoals hernomen in bijlage aan te nemen ;
2. dat het Reglement op 01.04.2024 in werking zal treden.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0005

CC - Contentieux - Environnement - Installation de classe 1B Parking - Exploitation d'un centre commercial avec parking intérieur et extérieur (rubriques 12A, 40A, 688, 132A, 132B, 153A, 179) - Permis d'environnement délivré par décision du 07.02.2024 de Bruxelles Environnement - Rue de l'Eglise 96 A - S.A. AXA BELGIUM et S.A. INTERPARKING - Autorisation d'ester en justice - Recours au Collège d'environnement - Autorisation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 270 ;

Considérant que Bruxelles Environnement a délivré en date du 07.02.2024 un permis d'environnement à la S.A. AXA BELGIUM et la S.A. INTERPARKING pour l'exploitation d'un centre commercial avec parkings rue de l'Eglise 96A, 1150 Bruxelles ; que le parking couvert est constitué de 245 emplacements et le parking à l'air libre est constitué de 155 emplacements, pour un total de 400 emplacements sur le site ;

Considérant que la commission de concertation avait émis en date du 21.12.2023 un avis favorable, à condition notamment d'élargir les horaires d'ouverture du parking couvert (24h/24 et 7j/7) afin de réduire le report en voirie et de mutualiser le parking à l'usage des riverains (entrée et sortie piétons, cyclistes, véhicules) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et échevins du 18.01.2024 émettant un avis favorable, à condition notamment d'élargir les horaires d'ouverture du parking couvert "en entrée et en sortie" (24h/24 et 7j/7 afin de réduire le report en voirie et de mutualiser le parking à l'usage des riverains (entrée et sorties piétons, cyclistes, véhicules) ;

Considérant que dans son permis, Bruxelles Environnement précise que la sortie des véhicules stationnés dans le parking est garantie 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 et justifie la décision de ne pas imposer ces horaires élargis en entrée et en sortie comme suit :

« Le site offre déjà une poche de parking accessible au public 24h/24, 7j/7 au niveau

de la poche de parking à l'air libre, et les taux d'occupation observés en soirée (maximum 20 %, soit 80 places) et la nuit (3 à 4 %, soit 16 places maximum) au droit du site ne traduisent pas encore une saturation de cette offre (soit 155 places de parking à l'air libre) » ;

Considérant que Bruxelles Environnement prévoit que les demandeurs devront fournir tous les 5 ans des données statistiques de fréquentation du parking actualisées afin de lui permettre de suivre l'évolution des effets du parking et d'adapter, si nécessaire, les conditions d'exploitation ;

Considérant que la commune estime que le permis d'environnement, en n'imposant pas l'ouverture en entrée et en sortie 24h/24, 7j/7 du parking couvert, a un impact négatif important sur l'environnement ;

Qu'en effet, la présence de nombreux restaurants et un cinéma, ainsi que des bâtiments résidentiels aux alentours, justifie l'ouverture 24h/24 du parking couvert afin d'éviter les reports en voirie ; que l'ouverture permanente du parking permettrait de limiter la circulation dans le quartier des voitures en recherche de places de stationnement en voirie, et donc les nuisances de bruit et de pollution atmosphérique ;

Considérant qu'il convient dès lors d'introduire un recours au Collège d'environnement contre le permis d'environnement ;

Considérant que le permis d'environnement a été notifié aux demandeurs en date du 09.02.2024 ; que la commune n'a pas réceptionné de notification dudit permis ;

Considérant qu'il convient cependant d'être prudent et, à titre conservatoire, de prendre en considération la date de notification aux demandeurs comme point de départ du délai de recours ;

Considérant l'urgence, le recours contre le permis d'environnement devant être introduit dans les 30 jours qui suivent la réception de la décision du fonctionnaire délégué octroyant le permis, soit pour le 09.03.2024 au plus tard ;

DECIDE d'autoriser la commune à introduire un recours au Collège d'environnement à l'encontre du permis d'environnement délivré le 07.02.2024 à la S.A. AXA BELGIUM et à la S.A. INTERPARKING autorisant l'exploitation d'un centre commercial avec parkings situé rue de l'Eglise 96A, 1150 Bruxelles, constitué d'un parking couvert de 245 places et d'un parking à l'air libre de 155 emplacements, pour un total de 400 emplacements sur le site.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Geschillen - Leefmilieu - Klasse 1B installatie Parking - Uitbating van een winkelcentrum met binnen- en buitenparkeerplaatsen (rubrieken 12A, 40A, 688, 132A, 132B, 153A en 179) - Milieuvergunning afgegeven bij beslissing van 07.02.2024 door Leefmilieu Brussel - Kerkstraat 96 A - N.V. AXA BELGIUM en N.V. INTERPARKING - Toestemming om in rechte op te treden - Beroep op het Milieucollege - Toestemming

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 270 ;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel op 07.02.2024 een milieuvergunning heeft afgeleverd aan N.V. AXA BELGIUM en N.V. INTERPARKING voor de uitbating van een winkelcentrum met parkings aan de Kerkstraat 96A te 1150 Brussel ; dat de overdekte parking 245 plaatsen telt en de openluchtparking 155 plaatsen, voor een totaal van 400 plaatsen op de site ;

Overwegende dat het overlegcomité op 21.12.2023 een gunstig advies heeft uitgebracht, onder voorbehoud van met name de uitbreiding van de openingsuren van

de overdekte parking (24u/24, 7d/7) om het parkeren op de wegen te verminderen en het delen van de parkeerplaats voor het gebruik door buurtbewoners (in- en uitrit voor voetgangers, fietsers en voertuigen) ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.01.2024 dat een gunstig advies uitbrengt, op voorwaarde met name van de uitbreiding van de openingsuren van de overdekte parking "in en uit" (24u/24 en 7d/7) om het parkeren op de wegen te verminderen en de parking te delen voor het gebruik door buurtbewoners (in- en uitgangen voor voetgangers, fietsers en voertuigen) ;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in haar vergunning specificceert dat het uitrijden van voertuigen geparkeerd in de parking 7 dagen op 7, 24 uur op 24 gegarandeerd is en de beslissing om deze verlengde in- en uitrijtijden niet op te leggen als volgt motiveert :

"De site biedt al een parkeerplaats dat 24u/24 en 7d/7 toegankelijk is voor het publiek in de openluchtparkeerzone en de bezettingsgraad die 's avonds (maximaal 20 %, d.w.z. 80 plaatsen) en 's nachts (3 tot 4 %, d.w.z. maximaal 16 plaatsen) op de site is waargenomen, wijst nog niet op verzadiging van dit aanbod (d.w.z. 155 parkeerplaatsen in de openlucht)" ;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel bepaalt dat de aanvragers om de 5 jaar bijgewerkte statistische gegevens over het gebruik van de parking moeten verstrekken, zodat het veranderingen in de effecten van de parking kan opvolgen en de uitbatingvoorwaarden indien nodig kan aanpassen ;

Overwegende dat de gemeente van mening is dat de milieuvergunning, door niet te eisen dat de parking 24u/24, 7d/7 open moet zijn voor in- en uitrijden, een significant negatief effect heeft op het milieu ;

dat de aanwezigheid van talrijke restaurants en een bioscoop, alsmede de woongebouwen in de omgeving, rechtvaardigen dat de overdekte parking 24u/24 wordt opengesteld om het parkeren op de wegen te voorkomen ; dat de permanente openstelling van de parking het mogelijk zou maken het verkeer in de wijk van auto's die parkeerplaatsen zoeken op de wegen, en daarmee de overlast van lawaai en luchtverontreiniging, te beperken ;

Overwegende dat daarom een beroep moet worden ingesteld bij het Milieucollege tegen de milieuvergunning ;

Overwegende dat de aanvragers op 09.02.2024 in kennis zijn gesteld van de milieuvergunning ; dat de gemeente geen kennisgeving van de genoemde vergunning heeft ontvangen ;

Overwegende dat het niettemin raadzaam is om voorzichtig te werk te gaan en uit voorzorg de datum van kennisgeving aan de verzoekers in aanmerking te nemen als aanvangsdatum van de beroepstermijn ;

Overwegende de hoogdringendheid moet het beroep tegen de milieuvergunning worden ingesteld binnen 30 dagen na ontvangst van het besluit van de gemachtigde ambtenaar die de vergunning heeft verleend, d.w.z. uiterlijk op 09.03.2024 ;

BESLUIT de gemeente toe te staan beroep aan te tekenen bij het Milieucollege tegen de milieuvergunning die op 07.02.2024 werd afgeleverd aan N.V. AXA BELGIUM en N.V. INTERPARKING en waarbij toestemming wordt verleend voor de uitbating van een winkelcentrum met parkings gelegen aan de Kerkstraat 96A te 1150 Brussel, bestaande uit een overdekte parking met 245 plaatsen en een openluchtparking met 155 plaatsen, voor een totaal van 400 plaatsen op de site.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

CC - Contentieux - Droit des marchés publics - S.A. KRINKELS - Citation à l'encontre de la commune devant le Tribunal de l'Entreprise de Bruxelles - Marché n° 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV de l'exercice 2016 portant sur le réaménagement de la place Dumon et de l'avenue Baron d'Huart entre la place Dumon et la rue Félix De Keuster ainsi qu'à la construction d'un pavillon et d'un auvent - Autorisation d'appeler à la cause le bureau d'étude, l'ASSOCIATION MOMENTANEE ARTGINEERING et H+N+S LANDSCHAPSARCHITECTEN

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, dont notamment les articles 117 et 270 ;

Vu la citation du 21.02.2024 lancée par la société anonyme KRINKELS, B.C.E. n° 0821.547.933, dont le siège social est situé Boulevard Auguste Reyers 80, 1030 Schaerbeek, à l'encontre de la commune de Woluwe-Saint-Pierre devant le Tribunal de l'Entreprise de Bruxelles, dans le cadre du marché n° 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV de l'exercice 2016 relatif au réaménagement de la place Dumon et de l'avenue Baron d'Huart entre la place Dumon et la rue Félix De Keuster ainsi qu'à la construction d'un pavillon et d'un auvent en vue :

- d'entendre dire pour droit que les travaux pouvaient faire l'objet d'une réception provisoire en date du 19.03.2019 ;
- de condamner la commune à verser à la S.A. KRINKELS la somme de 830.531,16 EUR majorée des intérêts moratoires et judiciaires dus au taux d'intérêt conventionnel sur le montant de 426.827, 38 EUR à dater du 29.01.2024 jusqu'au paiement complet ;
- d'entendre la commune condamnée aux frais de procédure, y compris les frais de justice tels que prévus à l'article 1022 du Code judiciaire ;
- d'établir que le jugement à intervenir est immédiatement exécutable dans les limites prévues par l'article 1397 du Code judiciaire et qu'il n'y a aucun raison particulière de s'en écarter ;

Considérant que la commune entend contester qu'il puisse être question d'une réception provisoire en l'espèce dès lors que des postes majeurs et essentiels du marché posent toujours problème à l'heure actuelle (problème de stabilité horizontale et verticale sur la place entraînant des affaissements, fontaine défectueuse, asphalte coulé problématique, etc.), de sorte qu'en l'état, la commune est dans l'impossibilité de constater l'achèvement des travaux ;

Considérant, en outre, que la commune entend contester les montants réclamés ;

Considérant, enfin, que la commune entend voir l'entrepreneur et le bureau d'étude condamnés à réparer les malfaçons constatées afin que le marché puisse être exécuté conformément aux règles de l'art ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.02.2024 :

1. prenant acte de la citation du 21.02.2024 lancée par la société anonyme KRINKELS, B.C.E. n° 0821.547.933, dont le siège social est situé boulevard Auguste Reyers 80, 1030 Schaerbeek, à l'encontre de la commune de Woluwe-Saint-Pierre devant le Tribunal de l'Entreprise de Bruxelles, dans le cadre du marché n° 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV de l'exercice 2016 relatif au réaménagement de la place Dumon et de l'avenue Baron d'Huart entre la place Dumon et la rue Félix De Keuster ainsi qu'à la construction d'un pavillon et d'un auvent, en vue :
 - d'entendre dire pour droit que les travaux pouvaient faire l'objet d'une réception provisoire en date du 19.03.2019 ;

- o de condamner la commune à verser à la S.A. KRINKELS la somme de 830.531,16 EUR majorée des intérêts moratoires et judiciaires dus au taux d'intérêt conventionnel sur le montant de 426.827, 38 EUR à dater du 29.01.2024 jusqu'au paiement complet ;
- o d'entendre la commune condamnée aux frais de procédure, y compris les frais de justice tels que prévus à l'article 1022 du Code judiciaire ;
- o d'établir que le jugement à intervenir est immédiatement exécutable dans les limites prévues par l'article 1397 du Code judiciaire et qu'il n'y a aucun raison particulière de s'en écarter ;

2. décidant :

- o de proposer au Conseil communal d'appeler à la cause le bureau d'étude, à savoir l'ASSOCIATION MOMENTANEE ARTGINEERING et H+N+S LANDSCHAPSARCHITECTEN, Quai aux Pierres de Taille n° 37 b 23, 1000 Bruxelles, dans la mesure où sa responsabilité est susceptible d'être engagée quant aux malfaçons constatées dans le cadre de la conception et de l'exécution du marché de travaux précité ;
- o de prendre en charge la totalité des frais occasionnés par cette procédure et d'inscrire la dépense y relative à l'article 1040/123-15//160 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2013.063/Px//2013.E019.01/TP.OL-PS relatif à l'étude pour le réaménagement de la place Dumon et des alentours au cours des années 2013, 2014 et/ou suivante(s), ainsi que dans le cadre de la citation du 21.02.2024 lancée par la société anonyme KRINKELS, B.C.E. n° 0821.547.933, dont le siège social est situé boulevard Auguste Reyers 80, 1030 Schaerbeek, à l'encontre de la commune de Woluwe-Saint-Pierre devant le Tribunal de l'Entreprise de Bruxelles, dans le cadre du marché n° 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV de l'exercice 2016 relatif au réaménagement de la place Dumon et de l'avenue Baron d'Huart entre la place Dumon et la rue Félix De Keuster ainsi qu'à la construction d'un pavillon et d'un auvent :

1. d'autoriser la commune à appeler à la procédure le bureau d'étude, à savoir l'ASSOCIATION MOMENTANEE ARTGINEERING et H+N+S LANDSCHAPSARCHITECTEN, Quai aux Pierres de Taille n° 37 b 23, 1000 Bruxelles, dans la mesure où sa responsabilité est susceptible d'être engagée quant aux malfaçons constatées dans le cadre de la conception et de l'exécution du marché de travaux précité ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et échevins de diligenter la procédure.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

GR - Geschillen - Overheidsopdrachtenrecht - N.V. KRINKELS - Dagvaarding van de gemeente voor de Ondernemingsrechtbank van Brussel - Opdracht nr. 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE. OL-XV voor het dienstjaar 2016 met betrekking tot de heraanleg van het Dumonplein en de Baron d'Huartlaan tussen het Dumonplein en de Félix De Keusterstraat, en de bouw van een paviljoen en een luifel - Toestemming om het studie bureau in het geding te betrekken, de TIJDELIJKE VERENIGING ARTGINEERING en H+N+S LANDSCHAPSARCHITECTEN

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 270 ;

Gelet op de dagvaarding van 21.02.2022 opgestart door de naamloze vennootschap

KRINKELS, K.B.O. nr. 0821.547.933, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Auguste Reyerslaan 80, tegen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de Ondernemingsrechtbank van Brussel, in het kader van de opdracht nr. 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV voor het boekjaar 2016 betreffende de heraanleg van het Dumonplein en de Baron d'Huartlaan tussen het Dumonplein en de Félix De Keusterstraat en de bouw van een paviljoen en een luifel om :

- te horen zeggen voor recht dat de werkzaamheden voorlopig konden worden opgeleverd op 19.03.2019 ;
- de gemeente te veroordelen tot betaling aan N.V. KRINKELS van een bedrag van 830.531,16 EUR, vermeerderd met de verwijlrenten en de gerechtelijke intresten tegen de conventionele rentevoet op het bedrag van 426.827,38 EUR, te rekenen vanaf 29.01.2024 tot de volledige betaling ;
- de gemeente te veroordelen tot betaling van de procedurekosten, met inbegrip van de gerechtskosten bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek ;
- vast te stellen dat het te wijzen vonnis onmiddellijk uitvoerbaar is binnen de grenzen van artikel 1397 van het Gerechtelijk Wetboek en dat er geen bijzondere reden is om daarvan af te wijken ;

Overwegende dat de gemeente wil betwisten dat er in dit geval sprake kan zijn van een voorlopige oplevering, aangezien belangrijke en essentiële onderdelen van de opdracht op dit moment nog steeds problemen veroorzaken (horizontale en verticale stabiliteitsproblemen op het plein die leiden tot verzakkingen, defecte fontein, problematisch gietasfalt, enz.), zodat de gemeente in de huidige situatie niet kan verklaren dat de werkzaamheden voltooid zijn ;

Overwegende dat de gemeente bovendien de gevorderde bedragen wil betwisten ;

Overwegende, tot slot, dat de gemeente wenst dat de aannemer en het studie bureau veroordeeld worden de vastgestelde gebreken te herstellen, zodat de opdracht volgens de regels van het vak kan worden uitgevoerd ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.02.2024 :

1. waarbij akte wordt genomen van de dagvaarding van 21.02.2022 opgestart door de naamloze vennootschap KRINKELS, K.B.O. nr. 0821.547.933, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Auguste Reyerslaan 80, tegen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de Ondernemingsrechtbank van Brussel, in het kader van de opdracht nr. 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV voor het boekjaar 2016 betreffende de heraanleg van het Dumonplein en de Baron d'Huartlaan tussen het Dumonplein en de Félix De Keusterstraat en de bouw van een paviljoen en een luifel om :
 - te horen zeggen voor recht dat de werkzaamheden voorlopig konden worden opgeleverd op 19.03.2019 ;
 - de gemeente te veroordelen tot betaling aan N.V. KRINKELS van een bedrag van 830.531,16 EUR, vermeerderd met de verwijlrenten en de gerechtelijke intresten tegen de conventionele rentevoet op het bedrag van 426.827,38 EUR, te rekenen vanaf 29.01.2024 tot de volledige betaling ;
 - de gemeente te veroordelen tot betaling van de procedurekosten, met inbegrip van de gerechtskosten bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek ;
 - vast te stellen dat het te wijzen vonnis onmiddellijk uitvoerbaar is binnen de grenzen van artikel 1397 van het Gerechtelijk Wetboek en dat er geen bijzondere reden is om daarvan af te wijken ;
2. besluit :
 - de gemeenteraad voor te stellen het studie bureau TIJDELIJKE

VERENIGING ARTGINEERING en H+N+S
LANDSCHAPSARCHITECTEN, Arduinkaai nr. 37 b 23, 1000 Brussel,
in het geding te betrekken voor zover het aansprakelijk zou kunnen
worden gesteld voor de vastgestelde gebreken in het ontwerp en de
uitvoering van voornoemde opdracht voor werken ;

- o alle kosten te dragen die voortvloeien uit deze procedure en de daarmee verband houdende uitgaven op te nemen in artikel 1040/123-15//160 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 ;

BESLUIT, in het kader van opdracht nr. 2013.063/Px//2013.E019.01/TP.OL-PS met betrekking tot de studie voor de heraanleg van het Dumonplein en zijn omgeving in de loop van 2013, 2014 en/of de daaropvolgende jaren, en in het kader van de dagvaarding van 21.02.2022 opgestart door de naamloze vennootschap KRINKELS, K.B.O. nr. 0821.547.933, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaarbeek, Auguste Reyerslaan 80, tegen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de Ondernemingsrechtbank van Brussel, in het kader van opdracht nr. 2016.080/A//2016.E014.01-E102.01/VOIRIE.OL-XV voor het dienstjaar 2016 met betrekking tot de heraanleg van het Dumonplein en de Baron d'Huartlaan tussen het Dumonplein en de Félix De Keusterstraat, alsook de bouw van een paviljoen en een luifel :

1. de gemeente te machtigen om het studiebureau, namelijk de TIJDELIJKE VERENIGING ARTGINEERING en H+N+S LANDSCHAPSARCHITECTEN, in de procedure te betrekken, Arduinkaai nr. 37 b 23, 1000 Brussel, voor zover zij aansprakelijk kan worden gesteld voor de vastgestelde gebreken in het ontwerp ;
2. de uitvoering van voornoemde opdracht voor werken, en het College van Burgemeester en Schepenen op te dragen de procedure in te leiden.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Helmut De Vos entre en séance / treedt in zitting.

Etienne Dujardin entre en séance / treedt in zitting.

26.03.2024/A/0007 **CC - Propriétés communales - Acte de constitution d'un droit d'emphytéose relatif à deux locaux sis dans les sous-sols du bâtiment rue Vandermaelen 61 - S.A. PROXIMUS - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 10.05.1996 décidant d'adopter les conditions de la constitution d'un droit d'emphytéose d'une durée de 27 ans en faveur de la société BELGACOM (devenue la S.A. PROXIMUS) relatif à deux locaux d'une superficie globale de 43,97 m², sis dans les sous-sols du bâtiment rue Vandermaelen 61 à Woluwe-Saint-Pierre, cadastré section D n° 64N2, tels que ces locaux sont plus amplement identifiés en liséré jaune sur le plan de BELGACOM n° 523/D/03 du 14.05.1996 ;

Considérant qu'un enseignement fondamental est organisé dans le bâtiment dont question ;

Considérant que lesdits locaux étaient inutilisés ; que le droit d'emphytéose a permis à BELGACOM d'installer dans ces locaux un Local Distribution Center dans le but d'améliorer ses services de téléphonie, notamment à Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que cette infrastructure permet d'éviter l'ouverture de tranchées dans les voiries de la Commune, et que son installation revêt dès lors un intérêt public ;
Considérant que ce droit d'emphytéose est arrivé à échéance au 31.07.2023 ;
Considérant que la S.A. PROXIMUS (anciennement BELGACOM) a demandé à la Commune de poursuivre la convention d'emphytéose pour une nouvelle période de 27 ans, celle-ci étant arrivée à échéance en date du 31.07.2023 ;
Considérant qu'il convient d'accorder un nouveau droit d'emphytéose relatif aux mêmes locaux; que conformément à l'article 4 du protocole d'accord adopté par délibération du Conseil communal du 10.05.1996, la S.A. PROXIMUS jouit dans ce cas d'un droit de préférence ;
Vu l'estimation du Comité d'acquisition régional (Bruxelles Fiscalité) du 17.07.2023 concernant la constitution du droit d'emphytéose d'une durée de 27 ans relatif aux deux locaux précités qui évalue le canon annuel à 2.923,90 EUR, montant à indexer annuellement;
DECIDE :

1. d'octroyer un droit d'emphytéose relatif à deux locaux d'une superficie globale de 43,97 m², sis dans les sous-sols du bâtiment rue Vandermaelen 61 à Woluwe-Saint-Pierre, cadastré section D n° 64N2, tels que ces locaux sont plus amplement identifiés en liseré jaune sur le plan de BELGACOM n° 523/D/03, du 14.05.1996, en faveur de la S.A. PROXIMUS, boulevard du Roi Albert II 27, 1030 Bruxelles, pour un terme de 27 ans débutant le 01.08.2023 pour se terminer le 31.07.2050, aux conditions reprises ci-dessous ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins d'exécuter la présente délibération, et, notamment, de désigner le notaire chargé d'instrumenter l'acte d'emphytéose.

Article 1

La Commune déclare être propriétaire du bâtiment sis à Woluwe-Saint-Pierre, rue Vandermaelen n° 61, cadastré section D n° 64N2, dans lequel est organisé un enseignement communal.

La propriétaire octroie à la S.A. PROXIMUS, qui accepte, un nouveau droit d'emphytéose sur deux locaux situés en sous-sol du bâtiment susmentionné, d'une superficie globale de 43,97 m², tels que ces locaux sont plus amplement identifiés en liseré jaune sur le plan de BELGACOM n° 523/D/03 du 14.05.1996, pour y maintenir un Local Distribution Center qui a été construit dans le cadre du droit d'emphytéose précédent, lequel a couru du 01.08.1996 au 31.07.2023.

Pendant toute la durée du droit d'emphytéose, la S.A. PROXIMUS devra maintenir la destination dont il est question dans l'alinéa précédent.

En cas de modification substantielle de la destination des locaux octroyés, le droit d'emphytéose prendra fin de plein droit.

Article 2

Le droit d'emphytéose est octroyé conformément à la loi du 4 février 2020 portant le Livre 3 « Les biens » du Code civil sur le droit d'emphytéose, sauf dérogation expresse à ladite loi par le présent acte.

Article 3

Dans les locaux pour lesquels le droit d'emphytéose est octroyé, la S.A. PROXIMUS peut installer les appareillages nécessaires à son exploitation et ce conformément à la destination des locaux dont il est question à l'article 1.

La S.A. PROXIMUS aménagera les locaux à cette fin, en observant le règlement de bon voisinage et les modalités prévues à l'article 13.

Les appareillages et installations de télécommunications mis en place dans les locaux resteront en tout cas la propriété de la S.A. PROXIMUS. Elle doit enlever ou faire enlever ces équipements à ses frais au plus tard le jour de l'échéance de la convention.

Article 4

La présente convention, qui suit la convention d'emphytéose qui a couru du 01.08.1996 au 31.07.2023, est conclue pour un terme de 27 années complètes et successives, prenant cours le 01.08.2023 et expirant le 31.07.2050.

Si à l'expiration de ce bail emphytéotique, la propriétaire décide d'accorder une nouvelle emphytéose relative à la même parcelle, la S.A. PROXIMUS jouit d'un droit de préférence.

Il sera loisible à la S.A. PROXIMUS de mettre fin à tout moment à la présente convention et de renoncer aux droits lui octroyés par celle-ci à condition qu'elle notifie sa décision à la propriétaire au moins douze mois à l'avance.

La S.A. PROXIMUS aura la faculté de céder son droit d'emphytéose à des tiers ou de louer les locaux en tout ou en partie.

Dans ces cas, elle répondra de l'exécution de la présente convention.

Article 5

L'octroi à la S.A. PROXIMUS du droit d'emphytéose est consenti, moyennant paiement à la propriétaire, d'un canon annuel de 2.923,90 EUR exigible dès l'entrée en jouissance.

La redevance de base dont question à l'alinéa précédent est payable par virement au compte numéro BE89 0910 2133 5985 de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre et ce par anticipation, le 1er août de chaque année et pour la première fois, le 1.08.2024.

A chaque échéance annuelle, la redevance de base sera revue afin de l'adapter aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Cette adaptation sera réalisée en faisant application de la formule ci-après :

Nouvelle redevance = Montant de base x nouvel indice (du mois qui précède l'échéance)

Indice de départ (du mois qui précède la passation de l'acte)

Article 6

Tous les impôts de quelque nature que ce soit, levés ou à lever sur les locaux mis à disposition, sont à charge de la S.A. PROXIMUS à dater de l'entrée en jouissance.

Article 7

Les locaux pour lesquels le droit d'emphytéose est octroyé, sont mis à la disposition de la S.A. PROXIMUS en l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, avec toutes les charges dont ils sont éventuellement grevés, notamment, toutes les servitudes actives ou passives, continues ou discontinues, apparentes ou non apparentes dont ils seraient chargés. La présente disposition ne peut en aucun cas octroyer à une des parties plus de droits que ceux qui lui sont attribués par la loi ou par des actes réguliers.

Article 8

Si, pour une raison quelconque (accord réciproque, rénovation, résiliation, expiration du terme etc.), il est mis à la présente convention, la S.A. PROXIMUS remettra les locaux à la disposition de la propriétaire dans l'état où ils se trouvaient lors de l'entrée en jouissance initiale.

La S.A. PROXIMUS enlèvera ou fera enlever à ses frais les équipements se trouvant dans les locaux au plus tard le jour de l'échéance de la convention. A défaut, la propriétaire aura le droit de les enlever ou de les faire enlever aux frais de la S.A. PROXIMUS.

Article 9

La S.A. PROXIMUS utilisera les locaux et les installations décrits ci-avant de la manière qui lui plaira, dans l'intérêt de ses propres services de distribution des télécommunications.

Il est notamment convenu que la S.A. PROXIMUS a le droit de louer à des tiers, les liaisons de télécommunication qu'elle assure au moyen de ses appareillages et installations.

Article 10

La S.A. PROXIMUS est son propre assureur en ce qui concerne les locaux et les installations à y placer.

S'il s'avère que l'occupation des locaux par la S.A. PROXIMUS entraîne un risque supplémentaire à couvrir et en conséquence une augmentation des primes d'assurance à charge de la propriétaire, celle-ci sera supportée de plein droit par la S.A. PROXIMUS.

La propriétaire notifiera cette augmentation par courrier recommandé avec en annexe la lettre de sa compagnie d'assurance, mentionnant l'augmentation des primes d'assurances à cause du fait que la S.A. PROXIMUS occupe les locaux.

Les parties et leurs assureurs éventuels renoncent à tous recours qu'ils seraient en droit d'exercer mutuellement. Ils veillent à ce que ce soit stipulé dans chaque police d'assurance.

Article 11

La S.A. PROXIMUS est tenue aux réparations d'entretien ainsi qu'à toutes les grosses réparations au sens des articles 3.153 et 3.154 du Code civil.

Article 12

La présente convention reste valable en cas de cession totale ou partielle par la propriétaire à des tiers, de ses droits sur les biens concédés en emphytéose ou de ses droits et obligations résultant de la convention. Dans les cas précités, la propriétaire est d'ailleurs tenue d'insérer la présente convention dans toute convention intervenue entre lui et lesdits tiers. A défaut, il sera tenu pour responsable pour le dommage causé à la S.A. PROXIMUS de ce fait.

Article 13

Règlement de bon voisinage :

La propriétaire, d'une part, et la S.A. PROXIMUS, d'autre part, conviennent de régler certains problèmes pouvant résulter d'une utilisation par la S.A. PROXIMUS des locaux précités.

1. La propriétaire accorde à la S.A. PROXIMUS l'accès permanent aux locaux. A cette fin, la propriétaire met à la disposition de la S.A. PROXIMUS une clé donnant accès au bâtiment et une clé des locaux mis à disposition.
2. La S.A. PROXIMUS veillera à ce que seul le personnel autorisé ait accès aux locaux. Il peut s'agir soit de membres du personnel de la S.A. PROXIMUS, soit de personnel d'une entreprise qui exécute pour le compte de la S.A. PROXIMUS des travaux dans les locaux. Toute personne se trouvant à n'importe quel moment dans les locaux, devra se légitimer spontanément sur simple demande d'un préposé de la propriétaire.
3. La S.A. PROXIMUS est responsable pour toutes les nuisances occasionnées éventuellement par ses membres du personnel ou du personnel qui exécute pour le compte de la S.A. PROXIMUS des travaux dans les locaux et s'engage à prendre toutes les mesures adéquates afin d'empêcher que de tels troubles de voisinage puissent se produire.
4. La S.A. PROXIMUS prendra les précautions nécessaires afin que, ni les appareillages installés, ni le personnel, n'engendrent de danger pour le bâtiment, pour le personnel employé dans le bâtiment ou pour les occupants du bâtiment.
5. Tous les dommages causés au bâtiment, ou à d'autres installations existantes dans le bâtiment, par le placement et l'entretien des appareillages et installations de la S.A. PROXIMUS, seront immédiatement réparés par cette dernière et à ses frais.
6. La propriétaire informera au préalable la S.A. PROXIMUS de l'exécution dans son bâtiment de travaux pouvant avoir une répercussion sur le fonctionnement des appareillages installés dans les locaux occupés par la S.A. PROXIMUS. La

S.A. PROXIMUS informera de la même façon la propriétaire de l'exécution dans les locaux de travaux pouvant avoir une répercussion sur le fonctionnement général du bâtiment.

7. La S.A. PROXIMUS répond de son propre raccordement au réseau d'électricité.
8. La S.A. PROXIMUS doit prendre les mesures légales nécessaires à la protection des locaux contre l'incendie ;
9. La S.A. PROXIMUS s'engage à se soumettre à toutes les prescriptions légales et réglementaires concernant les appareillages et installations à réaliser.

Article 14

La propriétaire apportera sa collaboration à la S.A. PROXIMUS en vue de la passation de l'acte authentique et l'accomplissement des formalités qui s'avèreraient nécessaires pour rendre cette emphytéose opposable aux tiers, et ce dans les 180 jours de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Les frais de notaire et tous frais liés à la présente convention et à ses suites, en ce compris les droits d'enregistrement, sont à charge de la S.A. PROXIMUS.

Article 15

La présente convention est signée sous les clauses suivantes :

Condition suspensive

La convention est passée sous la condition suspensive d'approbation par le Conseil communal et de la non annulation par les autorités de tutelle.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Akte tot vestiging van een erfpachtrecht met betrekking tot twee lokalen gelegen in de kelderverdieping van het gebouw Vandermaelenstraat 61 - PROXIMUS N.V. - Recours au Collège d'environnement - Aanneming

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 10.05.1996 tot vaststelling van de voorwaarden voor de vestiging van een erfpachtrecht voor een periode van 27 jaar ten voordele van BELGACOM (nu PROXIMUS N.V. geworden) met betrekking tot twee lokalen met een totale oppervlakte van 43,97 m², gelegen in de kelderverdieping van het gebouw aan de Vandermaelenstraat 61 te Sint-Pieters-Woluwe, ingeschreven onder sectie D nr. 64N2, zoals deze lokalen meer volledig geïdentificeerd zijn door een gele rand op het plan nr. 523/D/03 van BELGACOM van 14.05.1996 ;

Overwegende dat een basisonderwijs wordt georganiseerd in het betrokken gebouw ;

Overwegende dat de voornoemde lokalen ongebruikt waren ; dat het erfpachtrecht BELGACOM in staat heeft gesteld er een "Local Distribution Center" in deze lokalen te installeren met het oog op de verbetering van haar telefoniediensten, met name in Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat deze infrastructuur het mogelijk maakt het graven van sleuven in de wegen van de Gemeente te vermijden, en dat de aanleg ervan derhalve van openbaar belang is ;

Overwegende dat dit erfpachtrecht afliep op 31.07.2023 ;

Overwegende dat PROXIMUS N.V. (voorheen BELGACOM) de Gemeente heeft verzocht de erfpachtvereenkomst, die op 31.07.2023 afliep, voor een nieuwe periode van 27 jaar te verlengen ;

Overwegende dat het passend is een nieuwe erfpachtvereenkomst te sluiten voor dezelfde lokalen ; dat overeenkomstig artikel 4 van het op 10.05.1996 door de gemeenteraad goedgekeurde protocolakkoord, PROXIMUS N.V. in dit geval een

voorkeursrecht geniet ;

Gelet op de raming van het Gewestelijke Aankoopcomité (Brussel Fiscaliteit) van 17.07.2023 betreffende de vestiging van een erfpachtrecht voor een periode van 27 jaar met betrekking tot de twee voornoemde lokalen, waarin de jaarlijkse erfpachtvergoeding wordt geraamd op 2.923,90 EUR, een bedrag dat jaarlijks zal worden geïndexeerd ;

BESLUIT :

1. een erfpachtrecht te verlenen met betrekking tot twee lokalen met een totale oppervlakte van 43,97 m², gelegen in de kelderverdieping van het gebouw aan de Vandermaelenstraat 61 te Sint-Pieters-Woluwe, kadastrale sectie D nr. 64N2, zoals deze lokalen meer gedetailleerd aangeduid zijn met een gele rand op het plan nr. 523/D/03 van BELGACOM, gedateerd 14.05.1996, ten gunste van PROXIMUS N.V., Koning Albert II-laan 27, 1030 Brussel, voor een duur van 27 jaar die aanvangt op 01.08.2023 en eindigt op 31.07.2050, onder de hierna vermelde voorwaarden ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van onderhavige beraadslaging, met name de aanstelling van de notaris die verantwoordelijk zal zijn voor het opmaken van de erfpachtakte.

Artikel 1

De Gemeente verklaart eigenaar te zijn van het gebouw gelegen te Sint-Pieters-Woluwe, Vandermaelenstraat nr. 61, kadastraal sectie D nr. 64N2, waarin een gemeentelijk onderwijs georganiseerd wordt.

De eigenaar verleent aan PROXIMUS N.V., die dit aanvaardt, een nieuwe erfpachtovereenkomst voor twee lokalen gelegen in de kelderverdieping van bovenvermeld gebouw, met een totale oppervlakte van 43,97 m², zoals deze lokalen meer volledig aangeduid zijn in gele rand op het plan nr. 523/D/03 van BELGACOM van 14.05.1996, met het oog op de instandhouding van een "Local Distribution Center" dat gebouwd werd onder de vorige erfpachtovereenkomst die liep van 01.08.1996 tot 31.07.2023.

Tijdens de duur van de erfpacht moet PROXIMUS N.V. de bestemming waarnaar in de vorige paragraaf wordt verwezen, handhaven.

In geval van een ingrijpende wijziging van de bestemming van de verlenen lokalen wordt de erfpachtovereenkomst van rechtswege beëindigd.

Artikel 2

Het recht van erfpacht wordt verleend overeenkomstig de wet van 4 februari 2020 houdende boek 3 "Goederen" van het Burgerlijk Wetboek betreffende het recht van erfpacht, behoudens uitdrukkelijke afstand bij deze akte.

Artikel 3

In de lokalen waarvoor de erfpacht is toegekend, mag PROXIMUS N.V. de uitrusting installeren die nodig is voor haar activiteiten, in overeenstemming met de bestemming van de lokalen waarnaar in artikel 1 wordt verwezen.

PROXIMUS N.V. zal de lokalen voor dit doel inrichten, in overeenstemming met het reglement van goed nabuurschap en de modaliteiten voorzien in artikel 13.

De in de lokalen geïnstalleerde telecommunicatieapparatuur en -installaties blijven in ieder geval eigendom van PROXIMUS N.V. Zij moet deze uitrusting uiterlijk op de datum waarop de overeenkomst afloopt, op eigen kosten verwijderen of laten verwijderen.

Artikel 4

Onderhavige overeenkomst, die volgt op de erfpachtovereenkomst die liep van 01.08.1996 tot 31.07.2023, wordt gesloten voor een duur van 27 volledige en opeenvolgende jaren, ingaande op 01.08.2023 en eindigend op 31.07.2050.

Indien de eigenaar na afloop van deze erfpacht besluit een nieuwe erfpacht te verlenen op hetzelfde perceel, geniet PROXIMUS N.V. een voorkeursrecht.

PROXIMUS N.V. heeft het recht deze overeenkomst te allen tijde te beëindigen en afstand te doen van de rechten die haar krachtens deze overeenkomst zijn verleend, mits zij de eigenaar van haar besluit in kennis stelt ten minste twaalf maanden op voorhand.

PROXIMUS N.V. zal de mogelijkheid hebben om haar erfpachtrecht over te dragen aan derden of om de lokalen geheel of gedeeltelijk te verhuren.

In dergelijke gevallen is zij verantwoordelijk voor de uitvoering van onderhavige overeenkomst.

Artikel 5

PROXIMUS N.V. krijgt een erfpacht tegen betaling aan de eigenaar van een jaarlijkse erfpachtvergoeding van 2.923,90 EUR, betaalbaar bij ingenottreding.

De basisretributie waarvan sprake in de vorige paragraaf is betaalbaar door overschrijving op rekeningnummer BE89 0910 2133 5985 van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, vooraf op 1 augustus van elk jaar en voor het eerst op 01.08.2024.

Aan het einde van elk jaar wordt de basisretributie herzien om deze aan te passen aan de schommelingen van de consumentenprijsindex.

Deze aanpassing wordt gemaakt door de volgende formule toe te passen :

Nieuwe retributie = Basisbedrag x nieuwe index (van de maand voorafgaand aan de vervaldatum)

Aanvangsindex (van de maand die het verlijden van de akte voorafgaat)

Artikel 6

Alle belastingen van welke aard dan ook, geheven of te heffen op de ter beschikking gestelde lokalen, zijn ten laste van PROXIMUS N.V. vanaf de datum van ingenottreding.

Artikel 7

De lokalen waarvoor het erfpachtrecht wordt toegekend, worden ter beschikking gesteld van PROXIMUS N.V. in de staat waarin ze zich bevinden op het moment van ingebruikname, met alle lasten waaraan ze onderworpen kunnen zijn, in het bijzonder actieve of passieve, continue of discontinue, zichtbare of niet-zichtbare erfdiensbaarheden waaraan ze onderworpen kunnen zijn. In geen geval kent deze bepaling aan een partij meer rechten toe dan die welke haar bij de wet of bij regelmatige akten zijn toegekend.

Artikel 8

Indien, om welke reden dan ook (wederzijds akkoord, renovatie, opzegging, verstrijken van de termijn, enz.), deze overeenkomst beëindigd wordt, zal PROXIMUS N.V. de lokalen terugbezorgen aan de eigenaar in dezelfde staat als waarin ze voor het eerst gebruikt werden.

PROXIMUS N.V. moet de uitrusting aanwezig in de lokalen uiterlijk op de datum waarop de overeenkomst afloopt, op eigen kosten verwijderen of laten verwijderen. Indien dit niet gebeurt, heeft de eigenaar het recht deze te (laten) verwijderen op kosten van PROXIMUS N.V..

Artikel 9

PROXIMUS N.V. zal de hierboven beschreven lokalen en installaties gebruiken op elke wijze die haar goedgevindt, in het belang van haar eigen telecommunicatiedistributiediensten.

In het bijzonder wordt overeengekomen dat PROXIMUS N.V. het recht heeft de telecommunicatieverbindingen die zij door middel van haar apparatuur en installaties aanbiedt, aan derden te verhuren.

Artikel 10

PROXIMUS N.V. is zijn eigen verzekeraar voor de lokalen en de installaties die er worden geplaatst.

Indien het in gebruik nemen van de lokalen door PROXIMUS N.V. een bijkomend te dekken risico met zich meebrengt en bijgevolg een verhoging van de door de eigenaar te betalen verzekeringspremies, zal dit van rechtswege ten laste van PROXIMUS N.V.

zijn.

De eigenaar zal deze verhoging per aangetekende brief meedelen, met bijvoeging van een brief van haar verzekeringsmaatschappij waarin de verhoging van de verzekeringspremies wordt vermeld als gevolg van het feit dat PROXIMUS N.V. de lokalen bezet.

De partijen en hun verzekeraars, indien van toepassing, doen afstand van elk verhaal dat ze tegen elkaar zouden kunnen hebben. Ze zorgen ervoor dat dit in elke verzekeringspolis wordt vastgelegd.

Artikel 11

PROXIMUS N.V. is verplicht om onderhoudsherstellingen en grote herstellingen zoals bedoeld in artikelen 3.153 en 3.154 van het Burgerlijk Wetboek uit te voeren.

Artikel 12

Onderhavige overeenkomst blijft van kracht in geval van gehele of gedeeltelijke overdracht door de eigenaar aan derden van zijn rechten op het in erfpacht uitgegeven goederen of van zijn rechten en verplichtingen die uit de overeenkomst voortvloeien. In de bovengenoemde gevallen is de eigenaar tevens verplicht deze overeenkomst op te nemen in elke overeenkomst tussen hem en de genoemde derden. Indien hij dit nalaat, zal hij aansprakelijk worden gesteld voor de schade die PROXIMUS N.V. hierdoor lijdt.

Artikel 13

Reglement van goed nabuurschap :

De eigenaar enerzijds en PROXIMUS N.V. anderzijds komen overeen om bepaalde problemen op te lossen die kunnen voortvloeien uit het gebruik door PROXIMUS N.V. van voornoemde lokalen.

1. De eigenaar verleent PROXIMUS N.V. permanente toegang tot de lokalen. Daartoe stelt de eigenaar aan PROXIMUS N.V. een sleutel van het gebouw en een sleutel van de lokalen ter beschikking.
2. PROXIMUS N.V. zal ervoor zorgen dat alleen bevoegd personeel toegang heeft tot de lokalen. Het kunnen werknemers van PROXIMUS N.V. zijn of werknemers van een bedrijf dat werkzaamheden uitvoert in de lokalen voor rekening van PROXIMUS N.V. Iedereen die zich op ieder moment in de lokalen bevindt, moet zich op verzoek van een medewerker van de eigenaar spontaan identificeren.
3. PROXIMUS N.V. is verantwoordelijk voor elke overlast veroorzaakt door zijn personeelsleden of door personeelsleden die werkzaamheden uitvoeren in de lokalen voor rekening van PROXIMUS N.V. en verbindt zich ertoe alle gepaste maatregelen te treffen om dergelijke overlast te voorkomen.
4. PROXIMUS N.V. zal de nodige voorzorgsmaatregelen treffen om te verzekeren dat noch de geïnstalleerde uitrusting, noch het betrokken personeel een gevaar vormt voor het gebouw, het personeel dat in het gebouw tewerkgesteld is of de bewoners van het gebouw.
5. Alle schade die aan het gebouw of aan andere bestaande installaties in het gebouw wordt veroorzaakt door de installatie en het onderhoud van de uitrusting en installaties van PROXIMUS N.V., zal onmiddellijk door PROXIMUS N.V. op eigen kosten worden hersteld.
6. De eigenaar informeert PROXIMUS N.V. op voorhand over alle werken die in zijn gebouw worden uitgevoerd en die de werking van de uitrusting geïnstalleerd in de lokalen van PROXIMUS N.V. kunnen beïnvloeden. Op dezelfde manier zal PROXIMUS N.V. de eigenaar op de hoogte brengen van alle werken die uitgevoerd worden in de lokalen en die de algemene werking van het gebouw kunnen beïnvloeden.
7. PROXIMUS N.V. is verantwoordelijk voor zijn eigen aansluiting op het elektriciteitsnetwerk.

8. PROXIMUS N.V. moet de wettelijke maatregelen nemen die nodig zijn om haar lokalen tegen brand te beschermen ;
9. PROXIMUS N.V. verbindt zich ertoe te voldoen aan alle wettelijke en reglementaire voorschriften met betrekking tot de uit te voeren uitrusting en installaties.

Artikel 14

De eigenaar zal met PROXIMUS N.V. samenwerken bij het verlijden van de akte en formaliteiten die nodig kunnen zijn om deze erfpacht tegen derden afdwingbaar te maken, binnen 180 dagen na het van kracht worden van onderhavige overeenkomst.

De honoraria van de notaris en alle kosten in verband met onderhavige overeenkomst komen ten laste van PROXIMUS N.V.

Artikel 15

Deze overeenkomst wordt ondertekend onder de volgende voorwaarden :

Opschortende voorwaarde

De overeenkomst is onderworpen aan de opschortende voorwaarde van goedkeuring door de Gemeenteraad en de niet-opheffing ervan door de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0008

CC - Propriétés communales - Hôtel communal - Local situé au niveau + 1 du bloc A - Remise totale temporaire sur le paiement de la redevance mensuelle - Octroi

LE CONSEIL,

Vu la délibération du 19.11.2009 du Conseil communal décidant d'attribuer en location à l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC, Avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, le local d'une superficie de 13 m² situé au niveau + I du bloc A de l'hôtel communal, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, pour un loyer mensuel de 54,00 EUR et des charges locatives forfaitaires mensuelles de 20,00 EUR ;

Considérant que le local a subi à plusieurs reprises des dégâts dus à des infiltrations d'eau, résultant de la toiture endommagée de l'hôtel communal entre 2020 et 2022 ;

Considérant que la situation a continué à empirer au fil des mois, rendant à nouveau le local inaccessible au printemps 2023 (sol recouvert d'eau en cas de fortes pluies, présence de moisissures étendues sur les murs, forte humidité et condensation, etc.) ;

Considérant que le service Bâtiment de la commune a confirmé qu'il n'était pas sain de travailler dans ledit local ; que dès lors, la personne qui occupait le bureau de l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC a dû rapidement trouver un autre poste de travail au sein de l'administration et n'a, à ce jour, pas encore réintégré le local en question ;

Considérant que ne pouvant à nouveau plus occuper le local de manière prolongée, l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC a suspendu le paiement des loyers et des charges à partir du 31 mai 2023 ;

Considérant qu'à ce jour, aucune date de retour de l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC n'est prévue ;

DECIDE :

1. d'octroyer à l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles, pour les mois de juin à décembre 2023, une remise totale sur le paiement du loyer mensuel en vigueur de 421,40 EUR et des charges mensuelles en vigueur de 140,00 EUR pour l'occupation du local d'une

superficie de 13 m² situé au niveau + I du bloc A de l'hôtel communal, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles ;

2. d'octroyer à l'A.S.B.L. WOLUGRAPHIC la suspension du paiement du loyer et des charges mensuelles jusqu'à ce que le local puisse à nouveau être occupé ;
3. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Gemeentehuis - Lokaal gelegen op niveau +1 van blok A - Tijdelijke totale korting op de betaling van de maandelijkse retributie - Toekenning

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 19.11.2009 van de Gemeenteraad waarbij besloten werd om aan de V.Z.W. WOLUGRAPHIC, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, het lokaal met een oppervlakte van 13 m² gelegen op niveau + I van blok A van het gemeentehuis, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, voor een maandelijkse huurprijs van 54,00 EUR en vaste maandelijkse huurlasten van 20,00 EUR te verhuren ;

Overwegende dat het lokaal meerdere malen schade heeft geleden door binnendringend water als gevolg van het beschadigde dak van het gemeentehuis tussen 2020 en 2022 ;

Overwegende dat de situatie in de loop der maanden is blijven verslechteren, waardoor het lokaal in het voorjaar van 2023 opnieuw ontoegankelijk werd (vloer bedekt met water bij hevige regenval, aanwezigheid van veel schimmel op de muren, veel vocht en condensatie, enz.) ;

Overwegende dat de dienst Gebouwen van het gemeentebestuur heeft bevestigd dat het niet gezond is om in het genoemde lokaal te werken ; dat de persoon die het kantoor van de V.Z.W. WOLUGRAPHIC bezette, daarom snel een andere werkpost binnen het gemeentebestuur moest zoeken en tot op heden nog niet naar het betreffende lokaal kon terugkeren ;

Overwegende dat de V.Z.W. WOLUGRAPHIC het lokaal niet langer op een langdurige basis kan bewonen, heeft ze de betaling van de huurgelden en lasten opgeschort vanaf 31 mei 2023 ;

Overwegende dat er tot op heden geen datum voor de terugkeer van de V.Z.W. WOLUGRAPHIC is vastgesteld ;

BESLUIT :

1. voor de maanden juni tot december 2023, een totale korting toe te kennen aan de V.Z.W. WOLUGRAPHIC, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel, op de betaling van de maandelijkse huurprijs van 421,40 EUR alsook op de geldende maandelijkse lasten van 140,00 EUR voor het gebruik van het lokaal van een oppervlakte van 13 m² gelegen op niveau +I van blok A van het gemeentehuis, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel ;
2. de opschorting van de huur en de maandelijkse lasten aan de V.Z.W. WOLUGRAPHIC toe te kennen tot het lokaal opnieuw kan worden betrokken ;
3. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

CC - Propriétés communales - Rue Mareyde 1 - Mise à disposition temporaire et précaire des logements pour le C.P.A.S. - Remise totale temporaire sur le paiement du loyer - Exercices 2023 et 2024
LE CONSEIL,

Vu la délibération du 24.08.2023 du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de mettre à disposition du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre, drève des Shetlands 15, 1150 Bruxelles, à titre précaire et temporaire le bien situé rue Mareyde 1, 1150 Bruxelles, composé de trois logements de trois chambres ainsi que d'un rez-de chaussée composé d'une salle à manger commune, d'une cuisine commune, d'une buanderie commune, d'une salle de jeux commune et d'un sous-sol, afin qu'il puisse le faire occuper à titre précaire et temporaire, après rénovation ;
Considérant qu'un loyer de 350,00 EUR par mois, hors charges, par logement, est demandé au C.P.A.S. pour la mise à disposition des logements précités ;
Vu le rapport du 07.12.2023 du SIAMU dont il ressort que le Service Incendie émet un avis défavorable pour que l'immeuble précité soit destiné à du logement (temporaire) pour des réfugiés ukrainiens ; que l'avis défavorable est notamment justifié par l'absence de détection incendie et l'obligation de garantir une résistance au feu entre les étages ;
Considérant que des demandes de devis sont en cours pour le placement d'une nouvelle installation de détection incendie et les travaux de compartimentage pour rendre les étages résistants au feu, ces derniers travaux étant des travaux beaucoup plus conséquents ;
Considérant que l'accord avec le C.P.A.S. prévoit que le loyer est dû à partir du 01.12.2023 ;
Considérant que par courrier du 05.02.2024, le C.P.A.S. s'interroge sur la réalisation des travaux, suite à l'avis défavorable du SIAMU sur l'immeuble, et demande s'il est possible de suspendre le paiement du loyer pendant la durée des travaux, dans la mesure où l'immeuble ne peut être occupé en l'état ;
Considérant qu'à ce jour, les travaux n'ont pas encore été programmés ;
Considérant qu'il y a lieu dès lors de mettre en non-valeur le montant du loyer pour le mois de décembre 2023 et les mois de janvier et février 2024 pour cause d'inoccupation de l'immeuble ;
Vu le Règlement Général de Comptabilité Communale, notamment l'article 55 ;
DECIDE :

1. d'octroyer au Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre, drève des Shetlands 15, 1150 Bruxelles, pour le mois de décembre 2023 et les mois de janvier et février 2024, une remise totale sur le paiement du loyer mensuel en vigueur de 1.050,00 EUR/mois pour l'occupation à titre précaire et temporaire du bien situé rue Mareyde 1, 1150 Bruxelles ;
2. d'octroyer au Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre la suspension du paiement du loyer jusqu'à ce que ledit bien puisse être occupé.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Gemeentelijke eigendommen - Mareydestraat 1 - Tijdelijke en preciaire terbeschikkingstelling van huisvesting voor het O.C.M.W. - Tijdelijke totale korting op de betaling van de huurprijs - Dienstjaren 2023 en 2024

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 24.08.2023 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij besloten werd om aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijke Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe, Shetlanderdreef 15, 1150 Brussel, op preciaire en tijdelijke basis de eigendom ter beschikking te stellen gelegen Mareydestraat 1, 1150 Brussel, bestaande uit drie woningen met drie slaapkamers en een begane grond met een gemeenschappelijke eetkamer, een gemeenschappelijke keuken, een gemeenschappelijke wasplaats, een gemeenschappelijke speelkamer en een kelder verdieping, om er na renovatie tijdelijk en precair te worden bewoond ;

Overwegende dat een huurprijs van 350,00 EUR per maand, exclusief lasten, per woning wordt gevraagd aan het O.C.M.W. voor de terbeschikkingstelling van de bovenvermelde woningen ;

Gelet op het DBDMH-verslag d.d. 07.12.2023, waaruit blijkt dat de brandweer een negatief advies heeft uitgebracht voor bovengenoemd gebouw dat zal worden gebruikt als (tijdelijke) huisvesting voor Oekraïense vluchtelingen ; dat het ongunstige advies met name wordt gerechtvaardigd door het ontbreken van branddetectie en de verplichting om de brandwerendheid tussen de verdiepingen te garanderen ;

Overwegende dat er momenteel bestekken worden aangevraagd voor de installatie van een nieuw branddetectiesysteem en compartimenteringswerkzaamheden om de verdiepingen brandwerend te maken, waarbij de laatstgenoemde werkzaamheden veel omvangrijker zijn ;

Overwegende dat in de overeenkomst met het O.C.M.W. bepaald is dat de huur verschuldigd is vanaf 01.12.2023 ;

Overwegende dat het O.C.M.W. bij brief van 05.02.2024 de uitvoering van de werken heeft betwist naar aanleiding van het ongunstige advies van de DBDMH over het gebouw, en heeft gevraagd of het mogelijk was de betaling van de huur tijdens de werken op te schorten, aangezien het gebouw in zijn huidige staat niet kan worden bewoond ;

Overwegende dat, tot op heden, de werkzaamheden nog niet gepland zijn ;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is het bedrag van de huur voor de maand december 2023 en de maanden januari en februari 2024 af te schrijven wegens de leegstand van het gebouw ;

Gelet op het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, met name op artikel 55 ;

BESLUIT :

1. aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe, Shetlanderdreef 15, 1150 Brussel, voor de maand december 2023 en de maanden januari en februari 2024 een totale korting toe te kennen op de betaling van de lopende maandelijkse huurprijs van 1.050,00 EUR/maand voor de preciaire en tijdelijke bewoning van het pand gelegen Mareydestraat 1, 1150 Brussel ;
2. het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe uitstel van betaling van de huur te verlenen totdat het genoemde pand kan worden betrokken.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

CC - A.S.B.L. - Communauté d'énergie - A.S.B.L. STOCKELSUN - Convention régissant la mise à disposition d'électricité entre un producteur et la communauté d'énergie locale - Convention régissant l'activité de partage d'énergie entre la communauté d'énergie locale et un participant consommateur - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil communal du 23.01.2024 décidant :

- d'adhérer à l'A.S.B.L. STOCKELSUN, B.C.E. 0100.355.7545, dont le siège social est situé drève du Bonheur 30 à 1150 Bruxelles, nouvellement constituée par plusieurs riverains dans le but de constituer et de gérer une communauté d'énergie locale, dont les statuts sont annexés à la présente délibération ;
- d'introduire, dans ce cadre, auprès de l'organe d'administration de ladite A.S.B.L. sa candidature afin de devenir membre effectif de ladite association ;
- de désigner l'échevin(e) de la Transition énergétique/Energies pour représenter la commune au sein de l'Assemblée générale de ladite A.S.B.L.

Considérant que par courrier du 05.02.2024, la commune a introduit une demande de candidature auprès du conseil d'administration de l'A.S.B.L. STOCKELSUN afin de devenir membre effectif de ladite association ;

Considérant que le conseil d'administration a marqué son accord en date du 24.02.2024 sur la demande d'adhésion de la commune ;

Considérant que l'A.S.B.L. a reçu l'agrément de Brugel en date du 26.02.2024 et que les statuts modifiés, à la demande de Brugel, ont été envoyés au Moniteur Belge pour publication en date du 06.03.2024 ;

Considérant que la communauté fait appel aux services de WeSmart (Newide SA), Rue Dieudonné Lefèvre 17, 1020 Bruxelles, pour la gestion de la Communauté, y compris la signature des contrats de participation et la facturation ;

Considérant qu'il convient de signer une convention entre la communauté, représentée par WeSmart, et les participants pour régler les modalités du partage ;

Considérant que la première convention vise à régler les modalités de la mise à disposition d'électricité entre les producteurs et la communauté d'énergie ; que la seconde convention vise à régler les modalités de l'activité de partage d'énergie entre la communauté d'énergie locale et les participants consommateurs ;

Considérant que la première convention à signer par les producteurs fixe notamment la répartition de l'injection résiduelle, le prix de l'électricité injectée, la facturation de l'électricité injectée et la procédure en cas de défaut de paiement ;

Considérant que la deuxième convention à signer par les consommateurs fixe notamment la méthode de répartition de l'énergie au sein de la communauté, le prix de l'électricité partagée, la facturation de l'électricité partagée et la procédure en cas de défaut de paiement ;

Considérant que la commune, en tant que productrice et consommatrice d'énergie, est invitée à signer les deux conventions susmentionnées ;

DECIDE :

1. d'approuver la convention qui vise à régler les modalités de la mise à disposition d'électricité entre les producteurs et la communauté d'énergie et la convention qui vise à régler les modalités de l'activité de partage d'énergie entre la communauté d'énergie locale et les participants consommateurs dans le cadre de la communauté d'énergie A.S.B.L. STOCKELSUN, dont la commune est membre effectif ;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins d'exécuter la présente décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - V.Z.W. - Energiegemeenschap - V.Z.W. STOCKELSUN - Overeenkomst betreffende de levering van elektriciteit tussen een producent en de lokale energiegemeenschap - Overeenkomst betreffende de activiteit tot verdeling van energie tussen de lokale energiegemeenschap en een verbruikende deelnemer - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23.01.2024 waarbij besloten werd :

- Toe te treden tot de V.Z.W. STOCKELSUN, K.B.O. nr. 0100.355.7545, met maatschappelijke zetel te Geluksdreef 30, 1150 Brussel, recent opgericht door een aantal buurtbewoners met als doel de oprichting en het beheer van een lokale energiegemeenschap, waarvan de statuten bij deze beraadslaging zijn gevoegd ;
- een aanvraag in te dienen bij het bestuursorgaan van voornoemde V.Z.W. om volwaardig lid te worden van voornoemde vereniging ;
- de Schepen van de Energietransitie/Energiebronnen aan te wijzen om de gemeente te vertegenwoordigen op de algemene vergadering van voornoemde V.Z.W. ;

Overwegende dat de gemeente bij brief van 05.02.2024 bij de raad van bestuur van de V.Z.W. STOCKELSUN een aanvraag heeft ingediend om volwaardig lid van genoemde vereniging te worden ;

Overwegende dat de raad van bestuur de lidmaatschapsaanvraag van de gemeente heeft goedgekeurd op 26.02.2024 ;

Overwegende dat de V.Z.W. de goedkeuring van Brugel heeft ontvangen op 26.02.2024 en dat de gewijzigde statuten werden, op verzoek van Brugel, naar het Belgisch Staatsblad gestuurd voor bekendmaking op 06.03.2024 ;

Overwegende dat de gemeenschap gebruik maakt van de diensten van WeSmart (Newide N.V.), Dieudonné Lefèvrestraat 17, 1020 Brussel, voor het beheer van de Gemeenschap, met inbegrip van de ondertekening van deelnamecontracten en de facturering ;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden ondertekend tussen de gemeenschap, vertegenwoordigd door Wesmart, en de deelnemers om de modaliteiten van het delen te regelen ;

Overwegende dat de eerste overeenkomst tot doel heeft de modaliteiten te regelen voor de levering van elektriciteit tussen de producenten en de energiegemeenschap ; dat de tweede overeenkomst tot doel heeft de modaliteiten te regelen voor de verdeling van energie tussen de lokale energiegemeenschap en de verbruikende deelnemers ;

Overwegende dat in de eerste overeenkomst die door de producenten moet worden ondertekend, met name de verdeling van de restinjectie, de prijs van de geïnjecteerde elektriciteit, de facturering van de geïnjecteerde elektriciteit en de procedure bij wanbetaling worden vastgelegd ;

Overwegende dat, in de tweede overeenkomst, die door de verbruikers moet worden ondertekend, met name de methode voor de toewijzing van energie binnen de gemeenschap, de prijs van gedeelde elektriciteit, de facturering van gedeelde elektriciteit en de procedure bij wanbetaling worden vastgelegd ;

Overwegende dat de gemeente, als producent en consument van energie, wordt uitgenodigd om de twee bovengenoemde overeenkomsten te ondertekenen ;

BESLUIT :

1. de overeenkomst betreffende de modaliteiten voor de levering van elektriciteit tussen de producenten en de energiegemeenschap en de overeenkomst betreffende de modaliteiten voor de activiteit van energiedeling tussen de lokale energiegemeenschap en de verbruikende deelnemers in het kader van de energiegemeenschap V.Z.W. STOCKELSUN, waarvan de gemeente volwaardig lid is, goed te keuren ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

26.03.2024/A/0011 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.06.2022, paru au Moniteur belge le 07.07.2022 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

GR - Opdrachten voor werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door de federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23.06.2022, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 07.07.2022 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen

genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 140.000,00 EUR.

De Raad neemt kennis.

26.03.2024/A/0012

CC - Adhésion à la centrale d'achat organisée par le Service Public Fédéral Intérieur - Accord cadre - Marché public relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) - Exercice 2024

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 47 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'un pouvoir adjudicateur peut acquérir, en ce qui concerne des travaux, des fournitures et/ou des services, des activités d'achat centralisées d'une centrale d'achat telles que visés à l'article 2, 7^o, b) ;

Considérant que le Service Public Fédéral Intérieur organise une partie de ses marchés en tant que centrale d'achat dans le cadre des élections du 9 juin 2024 ;

Considérant qu'il apparaît intéressant pour la Commune de se doter de la possibilité d'adhérer à ces marchés si la Commune le souhaite ;

Considérant toutefois que cette adhésion n'oblige pas la Commune de devoir passer tous les marchés via cette centrale d'achat ;

DECIDE d'adhérer au marché public relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) organisé par le Service Public Fédéral Intérieur en tant que centrale d'achat et de leur communiquer cette décision.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Aansluiting bij de aankoopcentrale van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken - Raamovereenkomst - Overheidsopdracht voor leveringen/diensten met betrekking tot de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, het leveren van de pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikel 236 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 47 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat een aanbestedende overheid gebruik kan maken, wat de werken, leveringen en/of diensten betreft, van de in artikel 2, 7°, b) bedoelde gecentraliseerde aankoopactiviteiten van een aankoopcentrale ;

Overwegende dat de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken een deel van hun opdrachten als aankoopcentrale organiseert in het kader van de verkiezingen van 9 juni 2024;

Overwegende dat het voor de Gemeente interessant lijkt om de mogelijkheid te hebben zich bij deze opdrachten aan te sluiten indien de Gemeente het wenst ;

Overwegende dat deze aansluiting de Gemeente er echter niet toe verplicht al haar overheidsopdrachten via deze aankoopcentrale te plaatsen ;

BESLUIT zich aan te sluiten aan de overheidsopdracht voor leveringen van diensten en materiaal voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, het leveren van de pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) die door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken als aankoopcentrale georganiseerd is en dit besluit aan hen mee te delen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0013 **CC - Sport - Centre sportif du Parc de Woluwe - Programme de remise en forme par la course à pieds - Marché de services - Convention de partenariat - Approbation - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.02.2024, dans le cadre du marché n° 2024.050/A//2024.O/SPORT.HE-VD, relatif à la poursuite de la promotion du programme de mise en forme par la course à pied et portant notamment attribution dudit marché ;

Vu la convention de partenariat de l'A.S.B.L. SPORT ET SANTE, rue Vanderkindere 177, 1180 Bruxelles, B.C.E. 0882.012.486, proposant, dans le cadre de ce programme, l'initiative "Je Cours Pour Ma Forme" ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2024.050/A//2024.O/SPORT.HE-VD de l'exercice 2024 relatif à la promotion d'un programme de remise en forme par la course à pieds au cours de l'année 2024, d'approuver la convention de partenariat proposée par l'A.S.B.L. SPORT ET SANTE, rue Vanderkindere 177, 1180 Bruxelles, B.C.E. 0882.012.486, proposé dans la cadre de ce programme l'initiative "Je Cours Pour Ma Forme".

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - Sport - Sportcentrum van het Woluwepark - Fitnessprogramma door te joggen - Overheidsopdracht voor diensten - Partnerschapsovereenkomst - Goedkeuring - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij de federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 117 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.02.2024, in het kader van de opdracht nr. 2024.050/A//2024.O/SPORT.HE-VD, met betrekking tot de voortzetting van de promotie van een fitnessprogramma door te joggen, en met betrekking tot de gunning van de genoemde opdracht ;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst van de V.Z.W. "SPORT ET SANTE", Vanderkinderestraat 177, 1180 Brussel, K.B.O. 0882.012.486, waarin in het kader van dit programma het initiatief "Je Cours Pour Ma Forme" wordt voorgesteld ;

BESLUIT in het kader van de opdracht nr. 2024.050/A//2024.O/SPORT.HE-VD van het dienstjaar 2024 met betrekking tot de voortzetting van een fitnessprogramma door te joggen in het jaar 2024, en de door de V.Z.W. "SPORT ET SANTE", Vanderkinderestraat 177, 1180 Brussel, K.B.O. 0882.012.486, voorgestelde partnerschapsovereenkomst goed te keuren, waarin het initiatief "Je Cours Pour Ma Forme" in het kader van dit programma wordt voorgesteld.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Muriel Godhaird entre en séance / treedt in zitting.

Michel Naets entre en séance / treedt in zitting.

26.03.2024/A/0014 **CC - Club de hockey l'Ombrage - Renouvellement du terrain de hockey - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au renouvellement du terrain de hockey du Club de l'Ombrage au cours de l'année 2024 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2024.065/A//2024.E031.02/SPORT.AR-ML de l'exercice 2024, le cahier spécial des charges, le plan sécurité-santé, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 283.185,00 EUR, hors T.V.A., soit 342.653,85 EUR, T.V.A. de 21 % comprise et l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits à l'article 7640/725-60//080 (travail 031.02) , ainsi qu'aux articles 7640/961-51//080 (Emprunts) et 7640/665-52//080 (subside) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2024.065/A//2024.E031.02/SPORT.AR-ML de l'exercice 2024 relatif au renouvellement du terrain de hockey du Club de l'Ombrage au cours de l'année 2024 :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le plan sécurité-santé, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 283.185,00 EUR, hors T.V.A., soit 342.653,85 EUR, T.V.A. de 21 % comprise et l'avis de marché ;
3. de financer la dépense au moyen d'un emprunt et d'un subside.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Hockeyclub Ombrage - Vervanging van het hockeyterrein - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de vervanging van het hockeyterrein Ombrage in het jaar 2024 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2024.065/A//2024.E031.02/SPORT.AR-ML van het dienstjaar 2024, op het bestek, het veiligheids- en gezondheidsplan, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 283.185,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 342.653,85 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht ;

Overwegende dat de nodige kredieten, respectievelijk in uitgaven en ontvangsten, ingeschreven zijn op het artikel 7640/725-60//081 (werk 031.02) en op artikels 7640/961-51//081 (Leningen) en 7640/665-52//080 (subsidie) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2024.065/A//2024.E031.02/SPORT.AR-ML van het dienstjaar 2024 betreffende de vervanging van het hockeyterrein Ombrage in het jaar 2024 :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, het veiligheids- en gezondheidsplan, de samenvattende meetstaat, de raming ten bedrage van 283.185,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 342.653,85 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht goed te keuren ;
3. de uitgave door middel van een lening en van een subsidie te financieren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0015 **CC - Convention pour Good Food II - Subvention - Avenant - Approbation - Exercices 2023 à 2025**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Vu la convention proposée par BRUXELLES ENVIRONNEMENT rédigeant les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention d'un montant de 75.000,00 EUR ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20.12.2022 portant, notamment, approbation de la convention pour le projet "Good Food II" ;

Considérant que BRUXELLES ENVIRONNEMENT propose l'avenant ci-joint à la convention en prolongeant la date jusqu'au 31.12.2025 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention passée avec BRUXELLES ENVIRONNEMENT, avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles relative au projet "Good Food II" cours des années 2023 à 2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Overeenkomst voor Good Food II - Subsidie - Aanhangsel - Goedkeuring - Dienstjaren 2023 tot 2025

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117, lid 1 ;

Gelet op de door LEEFMILIEU BRUSSEL voorgestelde overeenkomst bepalende de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde van een subsidie ten bedrage van 75.000,00 EUR ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.12.2022 houdende met name goedkeuring van de overeenkomst betreffende het project "Good Food II" ;

Overwegende dat LEEFMILIEU BRUSSEL de bijgevoegde aanhangsel bij de subsidieovereenkomst voorstelt om de datum te verlengen tot 31.12.2025 ;

BESLUIT de aanhangsel aan de overeenkomst met LEEFMILIEU BRUSSEL, Havenlaan 86C/3000, 1000 Brussel betreffende het project "Good Food II" voor de jaren 2023 tot 2025, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0016 **CC - Convention pour le label "Commune Amie des Animaux" - Mise en place d'une zone de liberté pour chiens supplémentaire et l'éducation canine - Subvention - Avenant - Approbation - Exercices 2023 et 2024**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ;

Vu la convention proposée par BRUXELLES ENVIRONNEMENT rédigeant les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention d'un montant

de 7.960,00 EUR ;

Vu la volonté du Collège, dans sa Déclaration de Politique Générale, de faire "de Woluwe-Saint-Pierre une «Commune respectueuse du bien-être animal» en amplifiant la sensibilisation et en tenant compte du bien-être des animaux de manière transversale" ; et de "mener des actions de sensibilisation autour du bien-être animal, notamment au travers de partenariats avec les vétérinaires, les écoles et le secteur associatif" ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21.11.2023 portant, notamment, approbation de la convention pour le label "Commune Amie des Animaux" - Mise en place d'une zone de liberté pour chiens supplémentaire et l'éducation canine ;

Considérant que BRUXELLES ENVIRONNEMENT propose l'avenant ci-joint à la convention en prolongeant la date jusqu'au 31.10.2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention passée avec BRUXELLES ENVIRONNEMENT, avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles relative au label "Commune Amie des Animaux" - Mise en place d'une zone de liberté pour chiens supplémentaire et l'éducation canine au cours des années 2023 et 2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Overeenkomst voor het label "Diervriendelijke Gemeente" - Het instellen van een bijkomende losloopzone voor honden en hondentraining - Subsidie - Aanhangsel - Goedkeuring - Dienstjaren 2023 en 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117, lid 1 ;

Gelet op de door LEEFMILIEU BRUSSEL voorgestelde overeenkomst bepalende de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde van een subsidie ten bedrage van 7.960,00 EUR ;

Gelet op de wens van het College, in zijn Algemene Beleidsverklaring, om van "Sint-Pieters-Woluwe een "Respectvolle gemeente voor Dierenwelzijn" te maken door de bewustwording te vergroten en op een transversale manier rekening te houden met het welzijn van de dieren" ; en om "bewustmakingsacties rond dierenwelzijn uitvoeren, met name via partnerschappen met dierenartsen, scholen en de vrijwilligerssector" ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21.11.2023 houdende met name goedkeuring van de overeenkomst betreffende het label "Diervriendelijke Gemeente" - Het instellen van een bijkomende losloopzone voor honden en hondentraining ;

Overwegende dat LEEFMILIEU BRUSSEL het bijgevoegde aanhangsel bij de subsidieovereenkomst voorstelt om de datum te verlengen tot 31.10.2024 ;

BESLUIT het aanhangsel aan de overeenkomst met LEEFMILIEU BRUSSEL, Havenlaan 86C/3000, 1000 Brussel betreffende het label "Diervriendelijke Gemeente" - Het instellen van een bijkomende losloopzone voor honden en hondentraining voor de jaren 2023 en 2024, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

26.03.2024/A/0017 **CC - Patrimoine privé - Enseignement primaire - Ecole du Centre - Etudes et travaux - Assainissement du sol - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercice**

2024

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'assainissement du sol de l'Ecole du Centre au cours de l'année 2024 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2024.072/A//2024.E051.01/BAT.OL-TC de l'exercice 2024, le cahier spécial des charges, le plan sécurité-santé, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 244.660,00 EUR, hors T.V.A., soit 259.339,60 EUR, T.V.A. de 6 % comprise et l'avis de marché ;

Considérant que les crédits nécessaires, respectivement en dépenses et en recettes, sont inscrits à l'article 7220/724-60//081 (travail 051.01), ainsi qu'aux articles 7220/661-51//081 (subside) et 7220/995-51//081 (prélèvement sur FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2024.072/A//2024.E051.01/BAT.OL-TC de l'exercice 2024 relatif à l'assainissement du sol de l'Ecole du Centre au cours de l'année 2024 :

1. de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le plan sécurité-santé, le métré récapitulatif, le devis estimatif d'un montant de 244.660,00 EUR, hors T.V.A., soit 259.339,60 EUR, T.V.A. de 6 % comprise et l'avis de marché ;
3. de financer la dépense au moyen d'un subside et de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Privé Patrimonium - Lager onderwijs - School van het Centrum - Studies en werkzaamheden - Bodemsanering - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaar 2024

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 lid 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de bodemsanering van de School van het Centrum in de loop van het jaar 2024 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2024.072/A//2024.E051.01/BAT.OL-TC van het dienstjaar 2024, op het bestek, het veiligheids- en gezondheidsplan, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 244.660,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 259.339,60 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht ;

Overwegende dat de nodige kredieten, zowel in uitgaven als in ontvangsten, ingeschreven zijn op artikel 7220/724-60//081 (werk 051.01) en op artikels 7220/661-51//081 (subsidie) en 7220/995-51//081 (overboeking uit BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2024.072/A//2024.E051.01/BAT.OL-TC van het dienstjaar 2024 betreffende de bodemsanering van de School van het Centrum in de loop van het jaar 2024 :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, het veiligheids- en gezondheidsplan, de samenvattende opmeting, de raming ten bedrage van 244.660,00 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 259.339,60 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen, en de aankondiging van opdracht goed te keuren ;
3. de uitgave te financieren door middel van een subsidie en van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Informatique - Informatica

26.03.2024/A/0018 **CC - Informatique - Transition numérique et Informatisation des Pouvoirs locaux - Projet global d'informatisation de la Région de Bruxelles-Capitale pour les Pouvoirs locaux - Projet WePulse - Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales - Conventions - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale et PARADIGM (anciennement CIRB) élaborent depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des Pouvoirs locaux dénommé "WePulse" ;

Vu la décision du Conseil communal du 23/05/2023 portant sur l'adhésion formelle au programme "WePulse" pour le domaine "Finances" et le domaine « RH » et de répondre favorablement à l'appel à projets qui sera lancé par le FRBRTC pour financer la quote-part de la commune de l'investissement considéré pour la fourniture par PARADIGM des services et solutions applicatives pour les domaines visés par l'adhésion ;

Vu le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale - FRBRTC reçu le 17/01/2024, nous informant que le gouvernement régional a arrêté en date du 07/12/2023, le montant total des prêts octroyés aux communes et C.P.A.S. pour le développement de chaque solution applicative, ainsi que l'objet des investissements concernés par ces prêts, la période d'intervention, les clés de répartition des capacités totales d'emprunt entre les communes et C.P.A.S. bruxellois, les modalités d'octroi des prêts, les échéances à respecter et les conditions d'irrecouvrabilité des prêts ;

Vu que ledit courrier contenait également les conventions de prêts devant leur être retournées approuvées et signées pour le 01/04/2024 au plus tard ;

Vu la convention ci-annexée, s'adressant uniquement aux autorités communales, portant sur un prêt de 549.606,38 EUR pour les volets 1. gestion financière des communes (FIN), 2.gestion des ressources humaines des communes (GRH - Soft HR) et 3. gestion du personnel et de la paie des communes (GRH - Hard HR) ;

Vu la convention ci-annexée, s'adressant aux autorités communales et aux autorités du C.P.A.S., sachant que le prêt en question sera accordé à la commune et devra être liquidé en faveur du C.P.A.S. ; celui-ci portant sur un prêt de 199.137,74 EUR pour les volets 1. gestion financière des communes (FIN), 2.gestion des ressources humaines des communes (GRH - Soft HR) et 3. gestion du personnel et de la paie des communes (GRH - Hard HR) ;

Vu la présentation de cette convention au Conseil du C.P.A.S. en date du 27.03.2024 pour approbation et signature ;

DECIDE d'approuver et signer les deux conventions ci-annexées.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Informatica - Digitale overgang en informatisering van de Plaatselijke Besturen - Globaal informatiseringsproject van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor Plaatselijke Besturen - "WePulse"-project - Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën - Overeenkomsten - Goedkeuring

DE RAAD,

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en PARADIGM (het vroegere C.I.B.G.) sinds 2020 een programma ontwikkelen voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen onder de naam "WePulse" ;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 23/05/2023 over de formele toetreding tot het programma "WePulse" voor de domeinen "Financiën" en "HR" en om positief te reageren op de projectoproep die zal worden gelanceerd door het BGHGT voor de financiering van het aandeel van de lokale overheid in de betrokken investering voor de levering door PARADIGM van diensten en toepassingsoplossingen voor de domeinen waarop de toetreding betrekking heeft ;

Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - BGHGT, ontvangen op 17/01/2024, waarin wordt meegedeeld dat de gewestregering op 07/12/2023, het totaalbedrag van de leningen toegekend aan de gemeenten en het O.C.M.W. voor de ontwikkeling van elke toepassingsoplossing, alsook het voorwerp van de investeringen waarop deze leningen betrekking hebben, de interventieperiode, de verdeelsleutels van de totale leencapaciteit tussen de Brusselse gemeenten en het O.C.M.W. de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning van de leningen, de te respecteren vervaldagen en de voorwaarden voor de oninvorderbaarheid van de leningen heeft vastgelegd ;

Gezien het feit dat voornoemde brief eveneens de leningsovereenkomsten bevatte die hen uiterlijk op 01/04/2024 moesten worden teruggestuurd, goedgekeurd en ondertekend ;

Gezien de aangehechte overeenkomst, uitsluitend gericht aan het gemeentebestuur, betreffende een lening van 549.606,38 EUR voor de onderdelen 1. gemeentelijk financieel beheer (FIN), 2. gemeentelijk personeelsbeheer (HR - Zacht HR) en 3. gemeentelijk personeels- en loonbeheer (HR - Hard HR) ;

Gezien de bijgevoegde overeenkomst, gericht aan de gemeentelijke autoriteiten en het O.C.M.W.-autoriteiten, in de wetenschap dat de lening in kwestie zal worden toegekend aan de gemeente en zal moeten worden vereffend ten gunste van het

O.C.M.W. ; deze lening is voor een bedrag van 199.137,74 EUR voor de volgende onderdelen : 1. financieel beheer van de gemeenten (FIN), 2. personeelsbeheer van de gemeenten (HR - Zacht HR) en 3. personeels- en loonbeheer van de gemeenten (HR - Hard HR) ;

Gezien de voorlegging van deze overeenkomst aan de Raad van het O.C.M.W. op 27.03.2024 voor goedkeuring en ondertekening ;

BESLUIT de twee bijgevoegde overeenkomsten goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs

26.03.2024/A/0019 **CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Fonction de secrétaire de direction pour une durée supérieure à quinze semaines - Arrêt du profil de fonction - Liste des compétences comportementales et techniques - Lancement du 2ème appel aux candidats**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 14.03.2019 de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux fonctions de directeur et directrice, aux autres fonctions de promotion et aux fonctions de sélection ;

Considérant qu'un emploi dans la fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX est définitivement vacant depuis le 15.01.2024 ;

Vu la délibération du conseil communal du 23.01.2024 décidant :

1. d'arrêter le profil de fonction de secrétaire de direction à pourvoir et la liste des compétences comportementales et techniques attendues dans le chef du candidat (document ci-annexé) ;
2. de lancer l'appel à candidatures pour la désignation à titre temporaire pour une durée supérieure à quinze semaines dans la fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX ;

Vu qu'aucun candidat ne répondant aux conditions n'a postulé ;

Vu la consultation de la commission paritaire locale en date du 11.03.2024 sur, d'une part, le profil de fonction de secrétaire de direction à pourvoir et d'autre part, les modalités pratiques de l'appel à candidatures ;

DECIDE :

1. d'arrêter le profil de fonction de secrétaire de direction à pourvoir et la liste des compétences comportementales et techniques attendues dans le chef du candidat (document ci-annexé) ;
2. de lancer le second appel à candidatures pour la désignation à titre temporaire pour une durée supérieure à quinze semaines dans la fonction de secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire ordinaire francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

26.03.2024/A/0020 **CC - Enseignement secondaire ordinaire francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Convention d'Accompagnement et de Suivi - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le Pacte pour un enseignement d'excellence qui a pour ambition de renforcer la qualité de l'enseignement en collaboration avec tous les partenaires de l'école ;

Vu le Code de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 03.05.2019, et plus particulièrement les articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 relatifs au dispositif d'ajustement et du protocole de collaboration ;

Considérant qu'il est prévu que, pour rédiger la proposition de "dispositif d'ajustement", la cellule de soutien et d'accompagnement apporte son appui au directeur et à son équipe éducative dans le cadre d'une convention d'accompagnement; Considérant que cette mission est exercée par les membres de la Cellule au Soutien et à l'Accompagnement du Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS-CSA) ;

DECIDE d'approuver la convention d'accompagnement et de suivi entre le Pouvoir Organisateur de l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre et le CPEONS pour une mission prenant cours le 07.02.2024 et se poursuivant jusqu'à un terme de trois années à partir de la conclusion du protocole de collaboration.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Famille, Jeunesse, Seniors, Santé et Service social - Familie, Jeugd, Senioren, Gezondheid en Sociale zaken

26.03.2024/A/0021 **CC - Affaires sociales - Règlement relatif aux expulsions mobilières - Modification - Approbation**

Le point est reporté.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Sociale Zaken - Verordening inzake uitzettingen van persoonlijke goederen - Wijziging - Goedkeuring

Het punt wordt verdaagd.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

26.03.2024/A/0022 **CC - A.S.B.L. CITE-SERVICES - Exercice d'activité 2020 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CITE-SERVICES pour l'exercice d'activité 2020 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2020 de l'A.S.B.L. CITE-SERVICES :

1. compte d'exploitation générale 2020 :	
charges :	1.571.308,81 EUR
produits :	1.571.308,81 EUR
résultat positif :	0 EUR
2. bilan 2020 :	
actif-passif :	698.430,47 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. WIJKDIENSTEN - Dienstjaar 2020 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan

1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. WIJKDIENSTEN voor het dienstjaar 2020 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2020 van de V.Z.W. WIJKDIENSTEN :

1.	algemene exploitatierekening 2020 :	
	lasten :	1.571.308,81 EUR
	opbrengsten :	1.571.308,81 EUR
	batig resultaat :	0 EUR
2.	balans 2020 :	
	actief-passief :	698.430,47 EUR

De Raad neemt akte.

26.03.2024/A/0023 **CC - A.S.B.L. CITE-SERVICES - Exercice d'activité 2022 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages

en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.04.2023 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2023 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CITE-SERVICES ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.02.2023 désignant la S.P.R.L. BST C/o M. Olivier VERTESSSEN, avenue Louise 240/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2023, 2024 et 2025 ;

Vu le rapport établi en date du 20.11.2023 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que sur la base de son examen limité, il n'a pas relevé de faits qui laissent penser que les comptes clos le 31.12.2022 n'ont pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes du référentiel comptable applicable en Belgique ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CITE-SERVICES pour l'exercice d'activité 2022 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2022 de l'A.S.B.L. CITE-SERVICES :

1.	compte d'exploitation générale 2022 :	
	charges :	1.605.090,23 EUR
	produits :	1.725.025,89 EUR
	résultat positif :	119.935,66 EUR
2.	bilan 2022 :	
	actif-passif :	930.802,82 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. WIJKDIENSTEN - Dienstjaar 2022 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van

09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.04.2023 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2023 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. WIJKDIENSTEN ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.02.2023 die de B.V.B.A. BST C/o Dhr. Olivier VERTESSSEN, Louizalaan 240/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2023, 2024 en 2025 ;

Gelet op het verslag opgesteld op 20.11.2023 door voornoemde bedrijfsrevisor dat concludeert dat, op basis van zijn beperkt nazicht, hij geen feiten heeft geïdentificeerd die erop wijzen dat de jaarrekening voor het boekjaar afgesloten op 31.12.2022 niet, in alle materiële opzichten, is opgesteld overeenkomstig de in België van toepassing zijnde boekhoudkundig referentiestelsel ;

Gelet op de door de V.Z.W. WIJKDIENSTEN voor het dienstjaar 2022 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2022 van de V.Z.W. WIJKDIENSTEN :

1.	algemene exploitatierekening 2022 :	
	lasten :	1.605.090,23 EUR
	opbrengsten :	1.725.025,89 EUR
	batig resultaat :	119.935,66 EUR
2.	balans 2022 :	
	actief-passief :	930.802,82 EUR

De Raad neemt akte.

26.03.2024/A/0024 **CC - A.S.B.L. LE BUNKER - Exercice d'activité 2022 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. LE BUNKER, maison de jeunes, pour l'exercice d'activité 2022 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2022 de l'A.S.B.L. LE BUNKER, maison de jeunes :

1. compte d'exploitation générale 2022 :	
charges :	13.331,57 EUR
produits:	18.132,47 EUR
résultat positif :	4.800,90 EUR
2. bilan 2022 :	
actif-passif :	36.026,65 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "LE BUNKER" - Dienstjaar 2022 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "LE BUNKER", jeugdhuis, voor het dienstjaar 2022 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven

vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;
 Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;
 NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2022 van de V.Z.W. "LE BUNKER", jeugdhuis :

1.	algemene exploitatierekening 2022 :	
	lasten :	13.331,57 EUR
	opbrengsten :	18.132,47 EUR
	batig resultaat :	4.800,90 EUR
2.	balans 2022 :	
	actief-passief :	36.026,65 EUR

De Raad neemt akte.

26.03.2024/A/0025 **CC - A.S.B.L. LES STATIONS DE PLEIN AIR - Exercice d'activité 2022 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. LES STATIONS DE PLEIN AIR pour l'exercice d'activité 2022 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2022 de l'A.S.B.L. LES STATIONS DE PLEIN AIR :

1.	compte d'exploitation générale 2022 :	
	charges :	1.373.191,10 EUR
	produits :	1.188.376,24 EUR
	résultat négatif :	-184.814,86 EUR
2.	bilan 2022 :	
	actif-passif :	3.645.993 EUR

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "LES STATIONS DE PLEIN AIR" - Dienstjaar 2022 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "LES STATIONS DE PLEIN AIR" voor het dienstjaar 2022 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van bovenstaand dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van voorvermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2022 van de V.Z.W. "LES STATIONS DE PLEIN AIR" :

1.	algemene exploitatierekening 2022 :	
	lasten :	1.373.191,10 EUR
	opbrengsten :	1.188.376,24 EUR
	nadelig resultaat :	-184.814,86 EUR
2.	balans 2022 :	
	actief-passief :	3.645.993 EUR

De Raad neemt akte.

CC - Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2023 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2023 ;

Considérant que les activités de ladite Association de fait au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2023 de l'Association de fait ASSOCIATION DU PERSONNEL COMMUNAL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1.	compte d'exploitation générale 2023 :	
	charges :	24.197,79 EUR
	produits :	29.723,58 EUR
	résultat positif :	5.525,79 EUR
2.	bilan 2023 :	
	actif-passif :	19.700,01 EUR

Le Conseil prend acte.

GR - Feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE - Dienstjaar 2023 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van

artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE voor het dienstjaar 2023 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde Feitelijke vereniging in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2023 van de feitelijke vereniging VERENIGING VAN HET GEMEENTELIJK PERSONEEL VAN SINT-PIETERS-WOLUWE :

1. algemene exploitatierekening 2023 :	
lasten :	24.197,79 EUR
opbrengsten :	29.723,58 EUR
batig resultaat :	5.525,79 EUR
2. balans 2023 :	
actief-passief :	19.700,01 EUR

De Raad neemt akte.

Culture FR Bibliothèque FR - Cultuur FR Bibliotheek FR

26.03.2024/A/0027 **CC - Prix des arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024 - Règlement - Arrêt**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Considérant qu'un crédit de 4.000,00 EUR est inscrit à l'article 7700/331-01//111 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 pour l'organisation d'un concours dénommé "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024";

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter le règlement dudit concours ;

DECIDE d'arrêter comme suit le règlement du concours dénommé "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024" :

1. OBJET

1.1. La commune de Woluwe-Saint-Pierre organise un concours d'arts visuels ouvert aux disciplines suivantes : Peinture et Dessin ; Sculpture et Installations ; Photographie, Images Imprimées et Arts Numériques ; Arts Textiles. Chaque année l'une des quatre disciplines est présentée par roulement. L'année 2024 mettra à l'honneur la catégorie Photographie, Images Imprimées et Arts Numériques .

1.2. Le concours vise à primer des œuvres réalisées dans le cadre d'une démarche artistique cohérente et actuelle. Il s'agit de promouvoir, d'encourager et de soutenir les talents artistiques.

2. CONDITIONS DE PARTICIPATION

2.1. Le "Prix des Arts 2024" s'adresse à tous-tes les artistes dans le domaine de la Photographie, l'Image Imprimée et les Arts Numériques, domicilié-e-s en Belgique et sans condition d'âge. Néanmoins, une attestation de domiciliation devra compléter le formulaire d'inscription.

2.2. Sont exclus du concours :

- les membres du corps enseignant de l'Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre et de RHoK Academie voor beeldende en audiovisuele kunsten et leurs parents jusqu'au 3ème degré compris ;
- tous les membres du jury ;
- tout artiste ayant déjà remporté le "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" dans la même discipline

2.3. Le/la candidat-e présentera trois œuvres répondant aux critères suivants :

- récentes (moins de 3 ans) ;
- d'une haute qualité esthétique et technique ; originales, exécutées par le/la candidat-e avec des matériaux libres et des techniques liées à la Photographie, l'Image Imprimée et les Arts numériques;
- qui n'ont pas été primées auparavant.

2.4. Les œuvres devront satisfaire aux critères techniques suivants :

- dimensions maximum 200 x 200 cm (H x L) ;
- les systèmes d'accrochage doivent être fourni par le/la candidat-e ;
- les œuvres doivent être facilement identifiables avec les informations concernant l'artiste (nom, prénom, titre, adresse et numéro de téléphone). La salle d'exposition dispose de panneaux d'exposition avec des crochets et de plusieurs socles de petites dimensions. Le prêt de ce matériel pendant la durée de l'exposition se fait en accord avec l'équipe technique du W:HALLL.

2.5. Chaque candidat-e devra joindre au retour du formulaire d'inscription une note d'intention au format PDF qui comprend :

- une fiche descriptive (titre, dimensions, date de réalisation) ;
- un court texte présentant les oeuvres et la démarche artistique du/de la candidat.e ;
- trois clichés de l'oeuvre (format JPEG, résolution 300 dpi).

3. INSCRIPTION

3.1. Pour être valablement inscrit.e, le/la candidat-e devra :

- compléter le formulaire d'inscription (papier ou en ligne) ainsi que la note d'intention;

- y joindre l'attestation de domiciliation; retourner l'ensemble des documents par mail ou par courrier au plus tard le lundi 22 avril à minuit, cachet de la poste faisant foi ;
- s'acquitter du paiement des droits d'inscription qui s'élèvent à 15,00 EUR, à payer en liquide lors du dépôt des œuvres.

3.2. Les droits d'inscription ne sont en aucun cas remboursables et l'œuvre n'ayant pas fait l'objet d'une inscription via un formulaire électronique ou papier ne sera pas acceptée.

4. JURY

4.1. Le jury est composé des personnalités suivantes :

- l'échevine de la Culture francophone, en tant que présidente du Jury ;
- l'échevin de la Culture néerlandophone ;
- le directeur de l'Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre ;
- le directeur de RHoK Academie voor beeldende en audiovisuele kunsten ;
- un·e ou deux galeristes et/ou commissaires d'exposition ;
- un·e à trois artistes éminent·e·s de la discipline envisagée ;

4.2. Le jury est assisté par la cheffe du service Culture ou son adjointe, en tant que secrétaire de concours.

4.3. L'échevine de la Culture francophone peut déléguer la présidence du concours à un autre membre du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

4.4. Le jury se réunira le mardi 14 mai 2024 à 10h et analysera les candidatures en veillant au respect des critères définis aux paragraphes 2.4 et 2.5. Il prendra sa décision à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle de la Présidente est prépondérante.

4.5. L'ensemble des artistes qu'ils/elles soient primé·e·s, sélectionné·e·s ou non sélectionné·e·s pour l'exposition seront prévenu·e·s par mail le mardi 14 mai 2024 quant à leur participation ou non à l'exposition. Les artistes primé.e.s seront annoncé.e.s lors du vernissage de l'exposition.

4.6. Les décisions concernant la sélection ainsi que la désignation des lauréat·e·s sont sans appel.

5. PRIX ET DISTINCTIONS

5.1. Le montant total du "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024" est de 4.000,00 EUR réparti comme suit :

- 1er Prix : 2.500,00 EUR ;
- 2ème Prix : 1.000,00 EUR ;
- 3ème Prix : 500,00 EUR.

5.2. Cette répartition peut être modifiée par le jury et ce, à la seule condition de ne pas dépasser le montant total du "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024" défini à 4.000,00 EUR. La répartition entre les différents prix sera reprise dans le procès-verbal signé par le jury.

5.3. Le jury se réserve le droit de décerner des mentions complémentaires ou de ne pas attribuer de Prix.

5.4. Le/la lauréat·e du Premier Prix est invité·e à présenter son œuvre à la Commission d'Acquisition d'œuvres d'art organisée annuellement par la Commune de Woluwe-Saint-Pierre.

5.5. Seul·e·s les lauréat·e·s se trouvant dans les conditions mentionnées ci-dessus pourront se prévaloir de leur participation au "Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024". Les artistes dont les œuvres auront été sélectionnées pour l'exposition pourront utiliser la mention "Sélectionnée au Prix des Arts de Woluwe-Saint-Pierre 2024".

6. MODALITES D'EXPOSITION

- 6.1. Le dépôt des œuvres aura lieu dans la salle FABRY le lundi 13 mai 2024 entre 11:30 et 14:30, puis entre 16:30 et 19:30.
- 6.2. Un récépissé de dépôt des œuvres est remis aux candidat.e.s à la réception des œuvres le lundi 13 mai 2024.
- 6.3. Les candidat.e.s non sélectionné.e.s doivent enlever leurs œuvres le mercredi 15 mai 2024 entre 09:00 et 12:00 à la salle Fabry de l'Hôtel communal.
- 6.4. Les candidat.e.s s'engagent à participer à l'exposition dans l'hypothèse où ils/elles seront sélectionné.e.s.
- 6.5. Dans l'hypothèse où il apparaît que l'œuvre déposée ne correspond pas à celle décrite dans la fiche d'œuvre ou ne répond pas à l'une des spécifications décrites aux paragraphes 2.4 et 2.5, le/la candidat.e sera d'office exclu.e du concours et ses œuvres ne seront pas présentées.
- 6.6. Toutes les opérations de livraison, de manutention, d'installation et de retrait des œuvres avant et après l'exposition sont à réaliser par le/la candidat.e.
- 6.7. Les œuvres doivent être équipées de dispositifs appropriés permettant la présentation de celles-ci.
- 6.8. Le plan de disposition des œuvres et leurs emplacements sont choisis et validés par les organisateurs.
- 6.9. Les candidat.e.s lauréat.e.s veilleront à être présent.e.s lors du vernissage de l'exposition.
- 6.10. Les œuvres sélectionnées et primées ne peuvent en aucun cas être enlevées avant la fin de l'exposition.

7. REMISE DES PRIX

- 7.1. L'annonce des résultats ainsi que le vernissage de l'exposition pour les œuvres retenues aura lieu le jeudi 16 mai 2024 à 18:30 dans la salle FABRY de l'hôtel communal de Woluwe-Saint-Pierre, avenue Charles Thielemans 93, 1150 Bruxelles.
- 7.2. Les montants des prix seront liquidés dans les meilleurs délais sur les comptes bancaires indiqués par les lauréat.e.s.
- 7.3. L'exposition des œuvres primées et sélectionnées par le jury sera visible pour le public du vendredi 17 mai 2024 au dimanche 19 mai 2024 de 12:00 à 18:00 et aura lieu à la salle FABRY.

8. RETRAIT DES OEUVRES A LA FIN DE L'EXPOSITION

- 8.1. Les œuvres doivent être impérativement reprises par le/la candidat.e le dimanche 19 mai 2024 entre 18:00 et 19:30, contre remise de récépissé de dépôt.
- 8.2. Passé le délai d'un mois après cette date, les œuvres non reprises deviendront la propriété de la commune de Woluwe-Saint-Pierre sans indemnité quelconque à l'auteur.e et sans autre avertissement.

9. ASSURANCE

- 9.1. Les candidat.e.s effectueront le dépôt et le retrait de leurs œuvres à leurs propres frais, risques et périls.
- 9.2. La commune de Woluwe-Saint-Pierre décline toute responsabilité quant aux œuvres qui lui sont confiées. Le/la candidat.e doit assurer celle-ci à ses propres frais. Il est conseillé au/à la candidat.e de souscrire une assurance «clou à clou» durant toute la durée de l'exposition.

10. DIVERS

- 10.1. Chaque candidat.e s'engage à ne revendiquer aucun droit d'auteur pour les reproductions de ses œuvres servant à la promotion et à l'exposition du Prix des Arts de la commune de Woluwe-Saint-Pierre.
- 10.2. Tout cas non prévu dans le présent règlement ou toute contestation née de son application sera tranchée par le collège des Bourgmestre et Echevins.
- 10.3. Le règlement du présent concours sera disponible sur le site internet de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ainsi que sur la page Facebook de l'événement. Le fait de participer au concours entraîne pour le/la candidat.e la prise de connaissance et l'acceptation inconditionnelle des dispositions du présent règlement ainsi que des décisions des organisateurs.

GR - Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2024 - Reglement - Vaststelling

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Overwegende dat een krediet van 4.000,00 EUR ingeschreven is op artikel 7700/331-01//111 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 voor de organisatie van een wedstrijd genaamd "Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2024" ;

Overwegende dat het nodig is het reglement van die wedstrijd vast te stellen ;

BESLUIT het reglement van de wedstrijd genaamd "Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe 2024" als volgt vast te stellen :

1. DOEL

1.1. De Gemeente Sint-Pieters-Woluwe organiseert een wedstrijd voor visuele kunsten die openstaat voor de volgende disciplines: Schilder- en tekenkunst ; beeldhouwkunst en installaties ; Fotografie, gedrukte beelden en digitale kunsten ; Textielkunst. Elk jaar wordt bij toerbeurt een van de vier disciplines gepresenteerd. In 2024 staat de categorie Fotografie, gedrukte beelden en digitale kunsten in de schijnwerpers.

1.2. De wedstrijd is bedoeld om kunstwerken te belonen dat is vervaardigd in de context van een coherente en actuele artistieke benadering. Het gaat erom artistieke talenten te bevorderen, aan te moedigen en te ondersteunen.

2. DEELNEMINGSVOORWAARDEN

2.1. De "Kunstprijs 2024" staat open voor alle kunstenaars op het gebied en Fotografie, Print en Digitale Kunst die in België wonen, zonder leeftijdsgrens. Bij het inschrijvingsformulier moet echter een certificaat van woonst worden gevoegd.

2.2. Mogen niet deelnemen aan de wedstrijd :

- de leden van het lerarenkorps van de "Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" en van de Academie voor Beeldende en audiovisuele Kunsten (RHoK) van Sint-Pieters-Woluwe, en hun verwanten tot de derde graad ;
- alle leden van de jury ;
- iedere kunstenaar die de "Kunstprijs van Sint-Pieters-Woluwe" al gewonnen heeft in dezelfde discipline.

2.3. De kandidaat presenteert drie kunstwerken die aan de volgende criteria voldoen :

- recent (minder dan 3 jaar) ;
- van hoge esthetische en technische kwaliteit ; origineel, door de kandidaat uitgevoerd met vrije materialen en technieken die betrekking hebben op fotografie, drukwerk en digitale kunst ;
- die nog niet eerder een prijs gewonnen hebben.

2.4. De kunstwerken moeten aan de volgende technische criteria voldoen :

- maximale afmetingen 200x200 cm (H x L) ;
- de ophangsystemen moeten door de kandidaat worden geleverd ;
- de kunstwerken moeten gemakkelijk identificeerbaar zijn met informatie over de kunstenaar (naam, voornaam, titel, adres en telefoonnummer). De tentoonstellingsruimte is voorzien van tentoonstellingspanelen met haakophanging en diverse kleine sokkels ;
- het uitlenen van dit materiaal voor de duur van de tentoonstelling gebeurt in overleg met het technisch team van het W:HALLL.

2.5. Elke kandidaat moet bij het inschrijvingsformulier een intentieverklaring in PDF-formaat voegen, die het volgende bevat :

- een beschrijvende fiche (titel, afmetingen, datum van productie) ;
- een korte tekst waarin de kunstwerken en de artistieke aanpak van de kandidaat worden toegelicht ;
- drie foto's van het kunstwerk (JPEG-formaat, resolutie 300 dpi).

3. INSCHRIJVING

3.1. Om geldig ingeschreven te zijn, moet de kandidaat :

- het inschrijvingsformulier (op papier of online) en de intentieverklaring invullen ;
- het bewijs van adres bijvoegen ; alle documenten uiterlijk op maandag 22 april om middernacht per e-mail of per post terugsturen (het poststempel geldt als bewijs) ;
- het inschrijvingsgeld van 15,00 EUR betalen, contant te betalen bij de indiening van het kunstwerk ;

3.2. Het inschrijvingsgeld wordt niet terugbetaald en het kunstwerk dat niet via een elektronisch of papieren formulier is ingeschreven, wordt niet aanvaard.

4. JURY

4.1. De jury is samengesteld uit de volgende personen :

- de schepen van Cultuur voor de Franstalige gemeenschap, als voorzitter van de Jury ;
- de schepen van Cultuur voor de Nederlandstalige gemeenschap ;
- de directeur van de "Académie des Arts de Woluwe-Saint-Pierre" ;
- de directeur van de Rhok Academie voor beeldende en audiovisuele kunsten ;
- een of twee galeriehouders en/of curatoren ;
- een tot drie vooraanstaande kunstenaars uit de beoogde discipline ;

4.2. De jury wordt bijgestaan door de cheffin van de dienst Cultuur of haar adjunct, als wedstrijdsecretaris.

4.3. De schepen van Cultuur voor de Franstalige gemeenschap mag het voorzitterschap van de wedstrijd overdragen aan een ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen.

4.4. De jury komt bijeen op dinsdag 14 mei 2024 om 10u00 en zal de kandidaatstellingen analyseren aan de hand van de in de punten 2.4 en 2.5 vastgestelde criteria. Hij zal beslissingen nemen met een eenvoudige meerderheid van stemmen. Bij gelijkheid van stemmen, is de stem van de Voorzitster doorslaggevend.

4.5. Alle bekroonde, geselecteerde of niet-geselecteerde kunstenaars worden op dinsdag 14 mei 2024 per e-mail op de hoogte gebracht of ze aan de tentoonstelling mogen deelnemen of niet. De winnende kunstenaars zullen bekendgemaakt worden tijdens de vernissage van de tentoonstelling.

4.6. Beslissingen over de selectie en aanwijzing van winnaars zijn definitief.

5. PRIJZEN EN ONDERSCHIEDINGEN

5.1. Het totaalbedrag van de "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe 2024" bedraagt 4.000,00 EUR en is als volgt verdeeld :

- 1ste Prijs : 2.500,00 EUR ;
- 2de Prijs : 1.000,00 EUR ;
- 3de Prijs : 500,00 EUR.

5.2. Deze verdeling mag gewijzigd worden door de jury, en dit op voorwaarde dat het totaalbedrag van de "Kunstprijz van Sint-Pieters-Woluwe 2024" vastgesteld op

4.000,00 EUR niet overschreden wordt. De verdeling tussen de verschillende prijzen staat vermeld in het door de jury ondertekende proces-verbaal.

5.3. De jury behoudt zich het recht voor extra vermeldingen toe te kennen of geen prijs toe te kennen.

5.4. De winnaar van de Eerste Prijs zal verzocht worden om zijn/haar kunstwerk voor te stellen aan de Aankoopcommissie voor kunstwerken die jaarlijks bijeengeroepen wordt door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe.

5.5. Enkel de laureaten die aan de voornoemde voorwaarden voldoen, zullen mogen deelnemen aan de "Kunstprijzen van Sint-Pieters-Woluwe 2024". De kunstenaars wiens kunstwerken weerhouden werden voor de tentoonstelling zullen de vermelding "Geselecteerd voor de Kunstprijzen van Sint-Pieters-Woluwe 2024" mogen gebruiken.

6. MODALITEITEN VAN DE TENTOONSTELLING

6.1. De deponering van de kunstwerken vindt plaats in de Fabryzaal op maandag 13 mei 2024 tussen 11u30 en 14u30 en vervolgens tussen 16u30 en 19u30. 6.2. Bij de ontvangst van de kunstwerken op maandag 13 mei 2024 wordt aan de kandidaten een ontvangstbewijs verstrekt.

6.3. Niet-geselecteerde kandidaten moeten hun kunstwerken op woensdag 15 mei tussen 9u00 en 12u00 komen afhalen in de Fabryzaal van het Gemeentehuis.

6.4. Kandidaten stemmen ermee in aan de tentoonstelling deel te nemen indien zij worden geselecteerd.

6.5. Als blijkt dat het ingediende kunstwerk niet overeenstemt met het op het werkblad beschreven werk of niet voldoet aan een van de in de punten 2.4 en 2.5 beschreven specificaties, wordt de kandidaat automatisch uitgesloten van de wedstrijd en worden zijn/haar werken niet voorgesteld.

6.6. Alle leveringen, behandeling, installatie en verwijdering van het kunstwerk voor en na de tentoonstelling moeten door de kandidaat worden uitgevoerd.

6.7. De kunstwerken moeten voorzien zijn van een passend systeem voor de presentatie ervan.

6.8. De indeling van de kunstwerken en hun locaties worden door de organisatoren gekozen en gevalideerd.

6.9. De winnaars moeten ervoor zorgen dat zij bij de vernissage van de tentoonstelling aanwezig zijn.

6.10. De geselecteerde en bekroonde kunstwerken mogen niet voor het einde van de tentoonstelling worden weggehaald.

7. PRIJSUITREIKING:

7.1. De bekendmaking van de resultaten en de vernissage van de tentoonstelling van de weerhouden kunstwerken zullen doorgaan op donderdag 16 mei 2024 om 18u30 in de FABRYzaal van het gemeentehuis van Sint-Pieters-Woluwe, Charles Thielemanslaan 93, 1150 Brussel.

7.2. Het prijzengeld zal zo spoedig mogelijk worden overgemaakt op de door de winnaars opgegeven bankrekeningen.

7.3. De tentoonstelling van de door de jury geselecteerde bekroonde kunstwerken zal voor het publiek toegankelijk zijn van vrijdag 17 mei 2024 tot en met zondag 19 mei 2024 van 12u00 tot 18u00 en zal plaatsvinden in de Fabryzaal.

8. VERWIJDERING VAN DE WERKEN AAN HET EINDE VAN DE TENTOONSTELLING

8.1. De kunstwerken moeten door de kandidaat worden opgehaald op zondag 19 mei 2024 tussen 18u00 en 19u30, tegen afgifte van een ontvangstbewijs.

8.2. Bij het verstrijken van een termijn van één maand na deze datum, worden de niet teruggenomen kunstwerken eigendom van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zonder het uitkeren van een vergoeding aan de maker en zonder verdere verwittiging.

9. VERZEKERING

9.1. Kandidaten zullen hun kunstwerken op eigen kosten en op eigen risico deponeren en ophalen.

9.2. De gemeente Sint-Pieters-Woluwe wijst elke verantwoordelijkheid af voor de kunstwerken die haar werden toevertrouwd. De kandidaat dient dit op eigen kosten te verzekeren. De kandidaat wordt aangeraden een "nagel tot nagel"-verzekering af te sluiten voor de duur van de tentoonstelling.

10. VARIA

10.1. Elke kandidaat verbindt zich ertoe geen enkel auteursrecht te doen gelden op de reproducties van zijn werken die gebruikt worden voor de promotie en de tentoonstelling van de Kunstprijs van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe.

10.2. In alle gevallen waarin dit reglement niet voorziet en voor alle geschillen die uit de toepassing ervan voortvloeien, beslist het College van Burgemeester en Schepenen.

10.3. Het wedstrijdreglement kan geraadpleegd worden op de website van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en op de Facebookpagina van het evenement. Door deel te nemen aan de wedstrijd wordt de kandidaat zich bewust van de bepalingen van dit reglement alsook de beslissingen van de organisatoren en aanvaardt deze onvoorwaardelijk.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Culture NL Bibliothèque NL Brede School - Cultuur NL Bibliotheek NL Brede School

26.03.2024/A/0028 **CC - "Brede School" - Convention entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, l'A.S.B.L. "GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT" et la S.C. "SOCIAAL ENGAGEMENT" pour le lancement d'une vélothèque à Woluwe-Saint-Pierre - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant que les objectifs stratégiques et opérationnels de "Brede School" sont d'offrir aux enfants un maximum d'opportunités de développement notamment autour du sport ;

Considérant la possibilité de lancer une vélothèque à Woluwe-Saint-Pierre en collaboration avec l'A.S.B.L. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, avenue Orban 54, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0454.653.351 ;

Considérant que l'opérateur désigné par GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT pour l'organisation de la vélothèque est la S.C. SOCIAAL ENGAGEMENT, Haachtsesteenweg 579, 1030 Schaerbeek, B.C.E. 0473.574.289 ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de signer une convention tripartite ci-annexée entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, l'A.S.B.L. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, avenue Orban 54, 1150 Bruxelles, B.C.E. 0454.653.351 et la S.C. SOCIAAL ENGAGEMENT, Haachtsesteenweg 579, 1030 Schaerbeek, B.C.E. 0473.574.289 ;

Considérant que la dépense, soit un montant de 1.210,00 EUR, est disponible à l'article 7010/124-48//065 du service ordinaire du budget 2024 ;

ENTEND l'intervention de Mme Danièle VAN CROMBRUGGHE-GRULOOS, conseiller communal ;

DECIDE :

1. d'approuver la convention ci-joint entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, l'A.S.B.L. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, avenue Orban, 54 à 1150 Bruxelles, B.C.E. 0454.653.351, et la S.C. SOCIAAL ENGAGEMENT,

située Haachtsesteenweg 579, 1030 Schaerbeek, B.C.E. 0473.574.289, pour le lancement d'une vélothèque sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre ;

2. de prendre en charge les coûts de cette activité et d'inscrire la dépense y relative, soit un montant de 1.210,00 EUR, à l'article 7010/124-48//065 du service ordinaire du budget 2024.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

GR - Brede School - Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT en C.V. SOCIAAL ENGAGEMENT voor de opstart van een fietsbieb in Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de missie en de visie, evenals de strategische en operationele doelstellingen, van de Brede School om kinderen maximale ontwikkelingskansen te bieden onder meer rond sport ;

Overwegende dat we een fietsbieb kunnen opstarten in Sint-Pieters-Woluwe in samenwerking met de V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, Orbanlaan 54, 1150 Brussel, K.B.O 0454.653.351 ;

Overwegende dat de partner voor de organisatie van de fietsbieb, uitgekozen door het GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, de C.V. SOCIAAL ENGAGEMENT, Haachtsesteenweg 579, 1030 Schaerbeek, K.B.O. 0473.574.289, is ;

Overwegende dat we een tripartiete overeenkomst ondertekenen, in bijlage, tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, Orbanlaan 54, 1150 Brussel, K.B.O. 0454.653.351, en C.V. SOCIAAL

ENGAGEMENT, Haachtsesteenweg 579, 1030 Schaerbeek (K.B.O. 0473.574.289) ;

Overwegende dat de uitgaven van 1.210,00 EUR ingeschreven zijn op het artikel 7010/124-48//065 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 ; HOORT de tussenkomst van Mevr. Danièle VAN CROMBRUGGHE-GRULOOS, gemeenteraadslid ;

BESLUIT :

1. de bijgevoegde overeenkomst tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT, Orbanlaan 54, 1150 Brussel, K.B.O. 0454.653.351, en C.V. SOCIAAL ENGAGEMENT, Haachtsesteenweg 579, 1030 Schaerbeek, K.B.O 0473.574.289, goed te keuren, voor de opstart van een fietsbieb op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe ;
2. de deelnemingskosten van 1.210,00 EUR, verbonden aan deze activiteit, ten laste te nemen en de uitgaven in te schrijven op het artikel 7010/124-48//065 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Interpellations - Interpellaties

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Plan de mobilité à Stockel"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Jonathan de PATOUL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Jonathan de PATOUL, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'Echevin, Il y a quelques semaines nous avons pu prendre connaissance d'un rapport de synthèse sur la mobilité à Stockel et je vous remercie encore d'avoir organisé cette présentation qui était très intéressante. On y apprend entre autres que la fréquentation de notre place Dumon et de ses commerces y est en augmentation, ce qui est une bonne nouvelle. L'étude pointe aussi certains points à améliorer comme des connexions cyclables avec la place, le marquage au sol des passages piétons qui traversent les rails du tram ou encore l'abondance des panneaux de signalisation et d'information autour de la place qui pourraient être une source de stress pour les automobilistes. L'étude nous pointe également le fait que le parking (interparking), d'un potentiel de 420 places n'est jamais complet et que les places de stationnement en voirie ne sont que très rarement saturées (avec quelques nuances en fonction des zones). C'est donc ici aussi une bonne nouvelle pour les personnes pour qui l'utilisation de la voiture est une nécessité (famille nombreuse, personnes âgées...), car il y a de la place disponible au niveau de l'interparking et en voirie. Stimuler l'activité économique de Stockel passe aussi par la valorisation de notre belle place Dumon. Rénovée il y a quelques années, celle-ci nous offre aujourd'hui un espace de vie à exploiter par et pour les habitants. Il est important que l'on puisse le dynamiser pour stimuler la convivialité et encourager le commerce et l'horeca : espace provisoire de jeux pour enfants, tables d'échecs, tournoi de badminton, bibliothèque en plein air, concert d'un soir ou spectacle de rue en collaboration avec des artistes de Woluwe, sans oublier une possible guinguette éphémère avec transats pour apporter un air de vacances à notre petit village de Stockel. Seulement pour le moment, notre place Dumon ressemble plus souvent à un parking à ciel ouvert qu'à un espace convivial et les clients du café Germaine boivent souvent leur café nez à nez avec des pots d'échappement alors que maintenant on le sait, étude à l'appui, il y a suffisamment d'autres places de parking à proximité ;

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

"On le sait aussi Rome ne s'est pas faite en un jour et il y a certainement lieu de réfléchir à un phasage dans le temps, mais quelle stratégie mettez-vous en place pour retrouver un espace partagé et convivial au centre de la place Dumon qui avait été aménagée à cet effet ? Comment comptez-vous mieux signaler l'interparking pour inciter les automobilistes à son utilisation ? Du personnel de la commune est-il utilisé aujourd'hui pour la gestion du parking de la place ? Si oui à quelles tâches pourrait-il alors être affecté ?" ;

2. les interventions de M. Jonathan de PATOUL, Mme Cécile VAINSEL, Mme Sophie BUSSON, Mme Cathy VAESSEN et M. Willem DRAPS, conseillers communaux ;
3. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, échevin :

"Cher Mr de Patoul, Je vous remercie pour ces questions.

Je me réjouis également des bons chiffres présentés dans cette étude tant en termes de fréquentation des commerces que des très bons points en matières de mobilité qui ont été soulignés par le bureau d'étude.

Nous pouvons aussi nous réjouir des nouveaux aménagements qui ont été réalisés depuis que l'étude a été faite comme le réaménagement

- du parking vélos en face de la KBC,
- l'encadrement des véhicules en libre-service par une série de dropzone,
- la création d'un hub mobilité sur l'avenue de Hinnisdael où se rencontrent tram, bus, metro, piéton.

Par rapport à la place Dumont, je suis heureux que vous partagiez cette vision et cet objectif de la convivialité.

En effet, Rome ne s'est pas fait en un jour car le bourgmestre était le premier à proposer d'avoir une place conviviale avec son projet de réaménagement mais vous connaissez tout comme moi les retours et les boucliers auxquels il a dû faire face donc la stratégie progressive est en effet la bonne !

Et les arguments sont là quand même savoir qu'aujourd'hui cette place à une utilité on parle de 500 mouvements/jour quand il n'y a pas marché et 300 quand il y a marché.

Nous allons également réaménager Val des Seigneurs pour améliorer la sécurité des cyclistes. Prochaine mandature.

On a donc déjà bien avancé avec une série de mesures structurelles

1. Nous avons donc supprimé le parking sur le second tronçon Albert d'Huart ;
2. Nous avons amélioré la signalisation du parking Interparking en plaçant des marquages au sol et des panneaux à plusieurs endroits aux alentours de la place Dumont ;
3. Un permis d'urbanisme pour une signalisation complémentaire dynamique a été déposé ;
4. Des larges campagnes de gratuité ont été mise en place ;
5. Nous avons même demandé l'ouverture 24/24 et comme nous en avons discuté hier nous avons été surpris que Bruxelles environnement qui avait donné son accord a fait volte-face en dernière minute en supprimant cette obligation. Cela n'a aucun sens du point de vue environnemental. On augmente la taille du parking vélo mais ce parking n'est du coup même pas accessible 24/24? La commune a donc introduit un recours.
6. On installe actuellement 10 places de parking intelligent à rotation 30 minutes ce qui va encore améliorer la rotation au niveau commercial ;
7. En terme d'activité des contacts ont également été pris avec des acteurs communaux dont des restaurateurs pour occuper plus d'espace sur la place avec le retour des beaux jours ;
8. Nous envisageons également d'installer des bacs à fleur dans cette esprit de convivialité.

En ce qui concerne les ressources humaines et l'utilisation du personnel communal pour le gardiennage de la place : actuellement, un gardien de parking en fin de carrière assure cette tâche, mais il partira à la fin de l'année. Ce poste ne sera pas pourvu à l'avenir. Nous envisageons une gestion différente de la place en été et en hiver, privilégiant l'aspect convivialité en été..".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Alexia Bertrand entre en séance / treedt in zitting.

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Une maison communale peu accueillante pour les PMR et les familles avec de jeunes enfants"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre, Je souhaite attirer l'attention sur plusieurs problèmes d'accessibilité et d'équipements au sein de notre maison communale pour les PMR et les familles avec de jeunes enfants. Tout d'abord, je tiens à souligner que des efforts ont été faits pour rendre notre maison communale accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) et aux parents avec poussettes, avec la présence de rampes d'accès et de places de parking réservées aux PMR. Cependant, malgré ces mesures, des difficultés subsistent. Tout d'abord, il est regrettable qu'une fois entré par la rampe d'accès dans la salle des guichets, les PMR doivent ressortir vers l'entrée principale pour prendre un ticket. Cette démarche peu pratique pourrait être améliorée ou au moins mieux indiquée afin de clarifier le processus à suivre. Aussi, les sanitaires situés au rez-de-chaussée (où se trouvent tous les guichets), sont inaccessibles aux PMR en raison de la présence d'un escalier. Il n'est indiqué nulle part qu'ils doivent prendre l'ascenseur et se rendre au premier étage pour accéder à des sanitaires adaptés. Ce manque d'inclusivité peut être très mal vécu par les PMRs. Depuis la pandémie, l'espace de jeux pour enfants a été supprimé. Dans certains cas, les enfants sont obligés d'accompagner leurs parents (ex: lors de la création/changement de leur carte d'identité et les parents solo qui n'ont aucune solution de garde). L'attente est parfois longue pour les enfants. Aussi, il n'y a pas de table à langer dans les sanitaires masculins, ce qui rend difficile voire impossible pour un père de changer son enfant lors de sa visite à la maison communale ;

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Afin de remédier à ces problèmes, je souhaiterais poser les questions suivantes :

- Comptez-vous prendre des mesures concrètes pour résoudre les problèmes d'accessibilité et d'équipement rencontrés par les PMR et les parents avec des jeunes enfants ?
- Envisagez-vous de rétablir un espace de jeux pour les enfants au sein de la maison communale ? Si oui, quel est le calendrier prévu pour cette réinstallation ?
- Que pensez-vous de l'idée de réserver au moins 1 ou 2 places de parking à proximité des rampes d'accès pour faciliter l'accès aux jeunes parents transportant leurs enfants en poussettes ?" ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre :

"Je vous remercie pour votre interpellation. Je réponds avec la collaboration de mes 2 collègues, Carine Kolchory et Caroline Lhoir.

Je tiens à rappeler les efforts qui ont été réalisés, sous cette mandature notamment, en matière d'accessibilité PMR de l'Hôtel communal mais aussi d'autres bâtiments qui appartiennent à la commune et que nous gérons. Nous nous y étions engagés dans notre déclaration de politique générale. C'était un effet un des 10 principes transversaux que nous avons adoptés et que nous souhaitons décliner dans toutes nos réalisations. Ces efforts viennent encore d'être couronnés puisque grâce à Madame Kolchory, nous avons obtenu le label Handycity il y a quelques jours. On peut en être très fier. Nous avons également obtenu le prix Cap48 de la RTBF. Ce sont des organismes externes qui ont une vision sur la façon dont la commune applique sa

politique en matière de PMR, en ce qui compris l'accueil de l'hôtel communal, sur base de visites de terrain. Je ne dis pas que rien n'est perfectible, mais vous auriez pu commencer par cela.

Il manque un certain nombre d'indications et on peut améliorer le fléchage. Nous allons pallier à cela, en ce compris pour les toilettes PMR du premier étage. C'est une évidence.

Une brochure « FALC » (facile à lire et à comprendre) sera d'ailleurs bientôt disponible pour expliquer le cheminement dans la maison communale avec un point d'attention pour les PMR. Elle sera mise en ligne sur le site internet de la commune et disponible aux affaires sociales ainsi que dans les présentoirs de l'hôtel communal.

Sur la problématique des bébés et jeunes enfants, là aussi, toute une série de choses sont ou vont être faites. Une table à langer confortable est disponible dans les toilettes femmes du rez-de-chaussée. Les toilettes hommes ne présentent pas d'endroits ad hoc mais un pictogramme mixte de « coin change » a été placé pour que tant les papas que les mamans se sentent bienvenus pour changer leur enfant. Au premier étage, nos services examinent la possibilité d'ajouter une planche murale dans la toilette PMR.

Concernant le coin jeux, je rappelle que c'était une initiative prise par cette majorité. Puis est arrivé le Covid... Il est vrai que nous n'avons pas remis ce Baby Corner en place. C'est pourtant bien notre intention, mais nous souhaitons proposer des jeux plus qualitatifs, en bois, avec la collaboration de Cap Famille et des services Population – État civil. Il y aura donc prochainement à nouveau un espace dédié aux petits dans le hall de la population avec un revêtement souple au sol pour que les enfants ne s'y blessent pas.

Et enfin, au niveau du stationnement dans le quartier, pour les PMR, il n'y a pas de souci, me semble-t-il. Pour le reste, nous n'avons pas l'intention de faire des modifications. Je n'ai en tout cas aucune demande dans ce sens. Si on crée des places pour un public, il faut en supprimer pour un autre public. Ce n'est pas à l'ordre du jour.

Je vous remercie pour votre attention."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.03.2024/A/0031 **CC - Interpellation - "Soutien aux activités de l'agence immobilière sociale (A.I.S.) Le Relais" (Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Soutien aux activités de l'agence immobilière sociale (A.I.S.) Le Relais"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL, dont résumé ci-après établi par les intéressées :

"Madame l'Echevine,

La déclaration de politique générale 2019-2024 du Collège constate à juste titre que "la qualité de son environnement et de ses services rend notre commune très attractive. Mais s'y loger coûte de plus en plus cher pour les ménages, mais aussi pour les familles et les personnes isolées. Permettre l'accès au logement pour les jeunes, les familles aux revenus plus faibles ou moyens, de même que maintenir la classe moyenne à Woluwe-Saint-Pierre constituent des enjeux essentiels. "Ce faisant, vous

vous étiez engagés en page 14 de votre déclaration de politique générale de "développer le parc de logements de l'agence immobilière sociale (AIS), «Le Relais», en visant les 600 logements".

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Je souhaiterais faire un état des lieux à ce propos en vous posant les questions suivantes :

1. Pourriez-vous nous communiquer la taille du parc de logements géré par l'AIS "Le Relais" au 1er décembre 2023 ? Combien de ces logements sont situés sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre ?
2. Si votre objectif de 600 logements n'a pas encore pu être atteint, que pensez-vous du règlement adopté par le conseil communal d'Etterbeek qui est relatif à l'octroi d'une prime communale « bonus-loyer » aux propriétaires confiant un logement à une agence immobilière sociale ? Cette prime communale introduite en 2017 vise à inciter les propriétaires de biens localisés à Etterbeek à confier la gestion de ceux-ci à l'agence immobilière sociale d'Etterbeek. La prime communale versée annuellement dans ce cadre s'élève à 300 € pour un studio, 350 € pour un logement 1 chambre, 500 € pour un logement 2 chambres et 1.200 € pour les biens comportant 3 chambres et plus. (https://etterbeek.brussels/fr/publications/reglements/reglement-relatif-octroi-dune-prime-communale-bonus-loyer-aux?fbclid=IwAR3d7fDs2sUNy_R2dISpEp260sA7moEeWSyEohd84--3WxuVNYiUr3Oql-8)
3. Le site internet www.aislerelais.be semble "en construction" depuis un certain temps : pourriez-vous nous confirmer que ce site internet sera de nouveau opérationnel prochainement ? Une meilleure visibilité "online" devrait faciliter les contacts entre l'AIS et les propriétaires.
4. Enfin, quelle publicité est faite vers les publics cibles (investisseurs dans l'immobilier, propriétaire souhaitant mettre un bien en location) afin de les motiver à acheter un bien à mettre en location via l'A.I.S. de Woluwe-Saint-Pierre ou mettre un bien déjà acquis en location via cette A.I.S. ? Les avantages principaux étant : pas de vide locatif et la sécurité d'avoir un bien remis en état s'il est endommagé." ;

2. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin :

"Je vous remercie, mesdames les conseillères, pour vos questions. Votre interpellation me donne l'occasion de faire le bilan de notre AIS « Le Relais ». Et je vous assure que son bulletin est excellent !

Lorsque j'ai pris la présidence de l'AIS, avec mes collègues du Bureau, nous avons travaillé à la mise en place d'un plan d'actions en 3 points : 1/ l'assainissement de notre offre de logements, 2/ la professionnalisation de notre personnel et 3/ le développement de notre parc qui compte aujourd'hui quelques projets particuliers, càd destinés à certains publics.

Avec l'équipe de l'AIS et son CA, nous avons mis les moyens pour engager du personnel qualifié, dont une assistante sociale. Celles et ceux qui me connaissent savent combien j'attache de l'importance à l'accompagnement social. C'est la raison pour laquelle j'ai eu à cœur avec toute l'équipe d'engager la 1^{ère} assistante sociale du « Relais » qui travaille sur des projets particuliers d'habitats groupés-solidaires, inclusifs et intergénérationnels. Elle accompagne aussi et surtout nos candidats-locataires et locataires les plus fragiles. Sa présence permet de donner sa pleine mesure au « S » - le mot « social » - de l'acronyme AIS...

Aujourd'hui, ce sont 11 personnes aux profils diversifiés et complémentaires qui travaillent au sein de notre AIS « Le Relais ». Je voulais ici encore les remercier pour leur investissement et leur bienveillance, en particulier pendant la crise sanitaire.

Par ailleurs, nous n'avons pas hésité à restituer des biens à leurs propriétaires pour tendre vers un parc immobilier irréprochable. Rien qu'en 2023, ce ne sont pas moins de 20 logements qui ont été restitués. Les principales raisons en sont : des logements qui ne répondent plus aux normes, des charges communes beaucoup trop élevées, le refus catégorique des propriétaires de procéder à des travaux indispensables et la vente des logements par leurs propriétaires.

Ainsi, fin 2023, notre parc comptait 485 logements de qualité, dont 81 à WSP parmi lesquels 10 appartenant à la commune (nous en avions 22 avant la vente de ceux situés aux Venelles). 81 logements, cela peut sembler peu, mais sachez que WSP est la commune qui compte le + de logements gérés par l'AIS « Le Relais » dont le parc s'étend sur les 19 communes bruxelloises. Soyons de bon compte : je souhaiterais tout comme vous qu'il y ait bien plus de logements situés à WSP confiés à notre AIS. Mais je ne pense pas que la prime etterbeekoise que vous citez en exemple nous y aiderait. Prenons le cas d'un studio, soit le logement que l'on nous propose le plus avec les appartements 1 chambre. Sachez que le différentiel entre le loyer plafond AIS (que l'on offre lorsque le logement est impeccable et peu énergivore) et le loyer privé moyen pour un studio à Woluwe-Saint-Pierre est d'environ 320 EUR/mois. Soit la différence entre le loyer moyen sur le marché privé que j'évalue à 850 EUR (suite à quelques recherches réalisées récemment sur Immoweb) et les 530 EUR que l'AIS verse au propriétaire du bien... Quand je vois le montant des primes etterbeekoises - càd 300 EUR/an pour un studio, soit 25 EUR/mois - et sachant que celles-ci ne sont pas pérennes, je préfère compter sur la fibre sociale des propriétaires de WSP. Ils sont une valeur sûre ! Ils nous l'ont prouvé également lorsqu'il a fallu héberger les ressortissants ukrainiens dans l'urgence.

Je profite d'ailleurs de cette interpellation pour remercier les 254 propriétaires qui nous font confiance et sans qui nous ne pourrions pas répondre aux demandes de logement qui ne cessent de croître, de plus en plus dans l'urgence.

Comme je vous l'ai dit, nous avons opté pour une politique de logements qualitative et non quantitative. Le souci n'est pas d'attirer des logements. Notre AIS jouit d'une très bonne réputation et de nouveaux propriétaires nous proposent des biens quasi tous les jours. Nul besoin donc d'offrir une prime. Le seuil des 600 logements que nous impose la Région bruxelloise aurait pu être atteint il y a bien longtemps. Le problème ne se situe pas là.

Je parlerais d'abord de ces biens peu qualitatifs que nous refusons de prendre tous les jours ou presque en gestion ou ceux que nous rendons à leurs propriétaires lors de la sortie du locataire ou à la fin du bail. Ceux, par exemple, dont les charges s'envolent et pour lesquels nous ne trouvons plus de candidats. Qui va prendre en effet un logement dont les charges équivalent quasi au loyer mensuel ?

Et ce n'est pas tout ! De mars à juin 2020, vu les conditions sanitaires, il a été strictement interdit pour les AIS de visiter des biens. D'octobre 2020 à juin 2021, la secrétaire d'Etat bruxelloise au logement a conditionné la prise en gestion de nouveaux biens à des critères très restrictifs, limitant drastiquement le déploiement des AIS. « Le Relais » a ainsi dû refuser la visite d'une quarantaine de logements qui ne répondaient pas aux critères imposés.

Malgré tout, le parc de notre AIS a continué à croître. Il est passé de 356 logements fin 2018 à 485 fin 2023.

Mesdames,

Je conclurai en vous remerciant de m'avoir permis de mettre en avant le personnel de l'AIS, nos locataires et les propriétaires avec qui notre équipe collabore au quotidien. Certes, notre AIS n'a effectivement pas, à ce jour, atteint l'objectif des 600 logements. En revanche, nous tendons vers un objectif plus louable à mon sens, celui d'offrir des logements de qualité à un public précaire qui, dans la majorité des cas, n'y aurait pas accès...".

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

26.03.2024/A/0032 **CC - Interpellation - "Subside repas pour les personnes SDF à Woluwe-Saint-Pierre" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Subside repas pour les personnes SDF à Woluwe-Saint-Pierre"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Madame L'Echevin, Transformation d'une question écrite du 22 février 2024 en question orale ;

Questions posées au Collège des Bourgmestre et Echevins

Pourriez-vous me dire quel est le montant du subside « repas » qui a été perdu pour la commune de WSP, dans le cadre de l'accueil aux personnes sans-abri ? Pouvez-vous également me dire si le Collège à l'intention de prendre ce montant à sa charge en 2024 ?";

2. la réponse suivante qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin :

"Lors du dernier conseil communal, celui de février, je vous annonçais dans le cadre de votre interpellation sur le chauffoir de jour, madame Vainsel, qu'il n'y avait plus de repas chauds qui y étaient servis depuis le 01.01.2024 car le subside ProxCity (qui s'inscrit dans le cadre des projets COCOM de renfort social) était arrivé à son terme le 31.12.2023.

J'espérais alors qu'il ne s'agissait que d'une mauvaise parenthèse.

J'ai été bien inspirée de le dire car le lendemain de ce conseil communal, soit le 20 février dernier, la COCOM envoyait une réponse positive au CPAS quant à la poursuite de son projet ProxCity pour l'année 2024.

Ainsi, la COCOM offre, cette année, un subside de 90.400 EUR au CPAS pour son projet ProxCity, soit quelques centaines d'euros en plus par rapport à 2023.

Sur le plan alimentaire ((je précise ici qu'il s'agit bien du volet alimentation car le projet ProxCity offre toute une palette de services dont l'aide au bricolage, aux courses, à la cuisine, au ménage, etc.)), le projet ProxCity 2024 prévoit 2 choses :

- d'une part, la préparation et la distribution de 3.825 repas, dont 405 au chauffoir de jour et 3.420 à domicile. Le tout, pour un montant de 33.150 EUR, 100% subventionnés par la COCOM donc ;

- et, d'autre part, un soutien financier de 4 EUR/colis alimentaire distribué par la Croix-Rouge pour un montant prévisionnel maximum de 5.500 EUR, également subventionnés à 100% par la COCOM.

Soit un montant total de 38.650 EUR pour le volet alimentaire de ProxCity pour l'année 2024.

Pour répondre à votre seconde question, il n'est donc pas nécessaire pour le Collège de prendre ce montant à sa charge en 2024. Aucun montant de subsides n'a en effet été perdu par la commune dans le cadre de ce projet."

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.